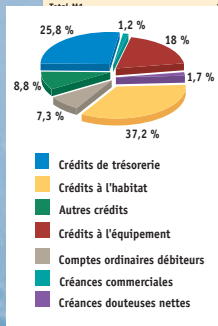




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2	117 625	124 422	132 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M4	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M5	-	368	760	368	392		106,6 %
M6	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M7	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M8	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 140 - Statistiques au 30/09/2009



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	2
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	6
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	8
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	8
Les avoirs des sociétés	10
3.2 Les actifs par nature	11
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	12
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	12
L'endettement des ménages	13
L'endettement des entreprises	13
L'endettement des collectivités locales	14
4.2 Les passifs des établissements locaux	15
5. Les engagements bancaires	17
5.1. Les risques sectoriels	
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	17
Les indicateurs globaux	19
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	19
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises	20
6. Le financement des concours bancaires	22
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
7. La monétique et les échanges de valeur	23
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
8. Rappel des taux	24
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
Annexe : Méthodologie	27

1. Synthèse

Un contexte économique et financier mondial qui demeure incertain

La période de forte contraction de l'activité semble toucher à sa fin au troisième trimestre 2009 et les prévisions de croissance des grandes économies mondiales indiquent que la reprise s'affermirait. Après cinq trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut, la zone euro enregistre une hausse de 0,4 % de son PIB par rapport au trimestre précédent et le PIB américain a augmenté en volume de 2,8 % en termes annualisés. La fin du processus de déstockage des entreprises relance la production et le commerce mondial, tiré par certains pays émergents, renoue avec la croissance. Les anticipations en matière d'inflation à moyen et long termes indiquent un retour à la hausse des prix mais à des rythmes contenus, respectant l'objectif cible de la BCE « sous mais proche de 2% ». Néanmoins, la volatilité des statistiques souligne la fragilité de la reprise économique. Les taux de chômage des grandes économies demeurent à des niveaux élevés et il subsiste un risque que la reprise s'essouffle quand les effets des politiques de relance, ponctuelles, s'estomperont.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont laissé inchangés leurs principaux taux directeurs à des niveaux particulièrement bas, entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne et 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Afin d'appuyer les besoins de liquidité du système bancaire, la Banque centrale européenne a lancé le 30 septembre 2009 une seconde opération de refinancement à un an (sur les trois prévues pour l'année 2009), au taux de 1 %. Signe que le marché interbancaire a retrouvé une certaine autonomie par rapport à la Banque centrale européenne, la demande des banques, qui avait atteint 442 milliards lors de la première opération en juin dernier, a fortement baissé dans le cadre de cette seconde intervention, le montant alloué en septembre s'établissant à 75 milliards d'euros. La plupart des grands établissements bancaires européens ont enregistré d'importants bénéfices au troisième trimestre grâce à la bonne tenue de leurs activités de banque de détail et au dynamisme de leurs activités de banque de financement et d'investissement, avec la forte reprise des marchés financiers. Les banques françaises ont presque toutes initié le remboursement des prêts, de 19,8 milliards d'euros, consentis par l'Etat français par l'intermédiaire de la Société de prise de participation de l'Etat en décembre 2008.

Du point de vue des marchés, les signaux de reprise se sont traduits par un rebond des grandes places boursières et des cours mondiaux des matières premières. La faiblesse du dollar (dont la valeur n'a cessé de se déprécier sur le troisième trimestre 2009, le cours euro/USD passant de 1,41 à 1,46) est pour partie à l'origine de la hausse des prix des matières premières et en particulier des cours du pétrole et de l'or, par un mécanisme de "carry trade" (les agents s'endettant massivement en dollar pour acquérir des matières premières, contribuant à exercer une pression à la hausse sur leur cours). Le prix du baril de pétrole a ainsi enregistré une augmentation notable : descendu à 60 USD en juillet, il s'établissait entre 70 et 75 USD courant octobre, avant d'atteindre près de 80 USD début novembre. Le cours de l'or a également suivi cette tendance haussière, dépassant 1100 USD l'once en novembre..

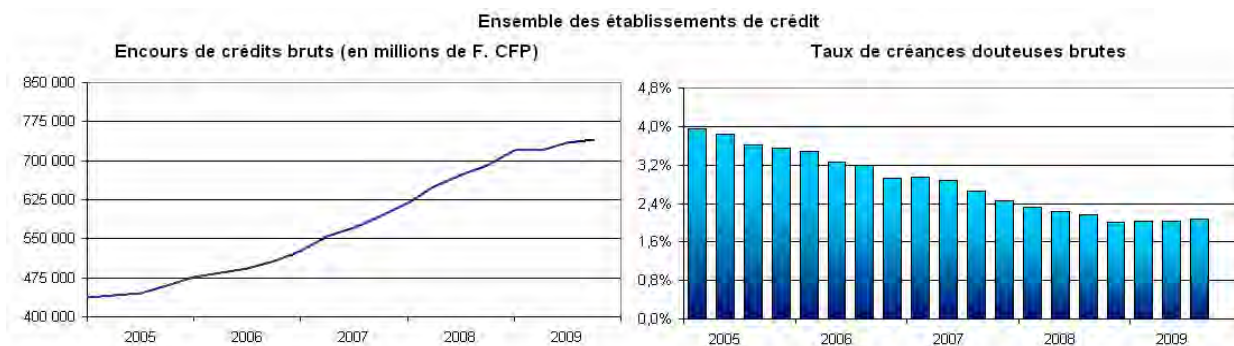
Une activité bancaire locale contrastée, marquée par un ralentissement général de la demande de crédit

Au troisième 2009, avec une conjoncture économique moins porteuse qui tarde à se redresser, l'activité des établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie apparaît contrastée. La collecte des dépôts parvient à afficher une légère amélioration tandis que la distribution de crédit ralentit, confrontée à un climat d'affaires déprimé, un investissement des entreprises atone et une consommation des ménages qui s'essouffle.

Sur douze mois, les évolutions affichent les mêmes orientations avec une activité de collecte des dépôts qui s'accélère légèrement (+ 8 %, après une progression annuelle de 7,2 % à fin septembre 2008) et

un marché du crédit qui voit son rythme de croissance ralentir fortement (+ 7,1 %, contre une hausse de 16,4 % sur les douze mois précédents).

Au 30 septembre 2009, l'ensemble des dépôts collectés en Nouvelle-Calédonie s'établit à 527,3 milliards de F CFP et l'encours total des crédits distribués localement à 741,4 milliards de F CFP.



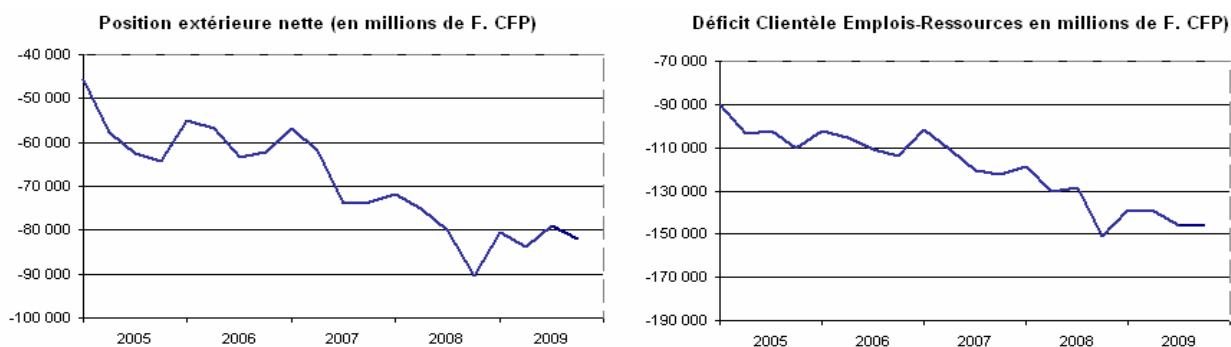
En termes de risques, aucune dégradation de la qualité du portefeuille clientèle des établissements de crédit (situés dans et hors de la zone d'émission) n'est observée, avec un taux de créances douteuses brutes qui reste stable pour la place depuis plusieurs trimestres et qui ressort à 2,1 %, au 30 septembre 2009. Le taux de provisionnement tend toutefois à diminuer et affiche un recul de 1,2 point sur douze mois à 67,5 %.

A noter que les sociétés financières de la place présentent toutefois une nette dégradation de leur activité sur douze mois, avec un encours brut de crédits qui ressort en repli de 2,9 % (contre une hausse de 14,4 % entre septembre 2007 et septembre 2008) et une qualité de leur portefeuille qui se dégrade sensiblement (le taux de créances douteuses s'alourdit de 1,9 point sur la période, pour atteindre 5,9 %). Cette évolution est à rapprocher de la baisse - observée pour toutes les catégories d'agents économiques - de la demande de financement par crédit-bail (- 8,7 % en glissement annuel) qui représente l'essentiel de leur activité.

Une progression de la masse monétaire et une dépendance moindre du système bancaire local à des financements extérieurs

La progression de la masse monétaire demeure dynamique, avec + 8,8 % en glissement annuel à fin septembre 2009 (+ 7,2 % sur un an à fin juin 2009). Dans le détail, le rythme de croissance sur douze mois de l'agrégat étroit M1 s'accélère (+ 9,9 % au 30 septembre 2009 contre 2,8 % au 30 septembre 2008). La croissance de M2-M1 reste vigoureuse et est imputable aux comptes sur livrets (+ 20,4 % entre septembre 2008 et septembre 2009) aux dépens de M3-M2 (essentiellement composé de dépôts à terme), dont la progression ralentit à 1,8 % entre septembre 2008 et septembre 2009 après une hausse de 21,9 % à la même période de l'année précédente.

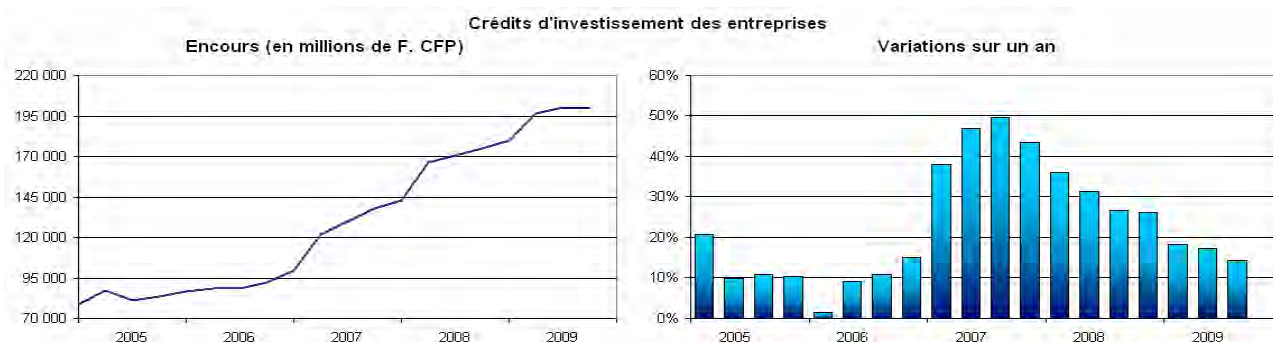
Sur les douze derniers mois, les établissements de crédit locaux, structurellement déficitaires en termes de ressources clientèle, voient leur activité de collecte (hors épargne collectée localement mais gérée hors de la zone d'émission) demeurer dynamique (+ 8,8 % après + 9,7 % entre septembre 2007 et septembre 2008) tandis que leur activité de crédit marque sensiblement le pas (leur encours progresse de 5,2 % après une hausse de 13,4 % sur les douze mois précédents). Le système bancaire local affiche ainsi une légère amélioration de son solde emplois-ressources clientèle sur les douze derniers mois (- 3,7 %) comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) : structurellement négatif, le solde se réduit de 9,1 %, à - 82,5 milliards de F CFP au 30 septembre 2009 (- 90,3 milliards au 30 septembre 2008).



L'endettement bancaire des entreprises marque une pause sur le trimestre mais demeure dynamique en glissement annuel

En phase avec le pessimisme affiché par la majorité des chefs d'entreprises du territoire interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM¹, le troisième trimestre de l'année 2009 se singularise par une pause de l'endettement des entreprises. Dans une conjoncture économique moins porteuse au plan local et en timide convalescence au plan international, les entreprises du territoire ont en effet freiné leurs efforts d'investissement et ajusté leur trésorerie.

Ce comportement attentiste des chefs d'entreprises se traduit sur le trimestre par une inertie de l'encours d'investissement (+ 0,1 %). En glissement annuel, l'effort d'investissement demeure toutefois dynamique (encours en hausse de 14,9 %), même si cette croissance est pour partie portée par les grands projets et le logement social, et profite notamment aux établissements hors zone d'émission. A noter que le segment des crédits à l'investissement représente 53 % de l'encours bancaire contracté par les entreprises à fin septembre 2009.



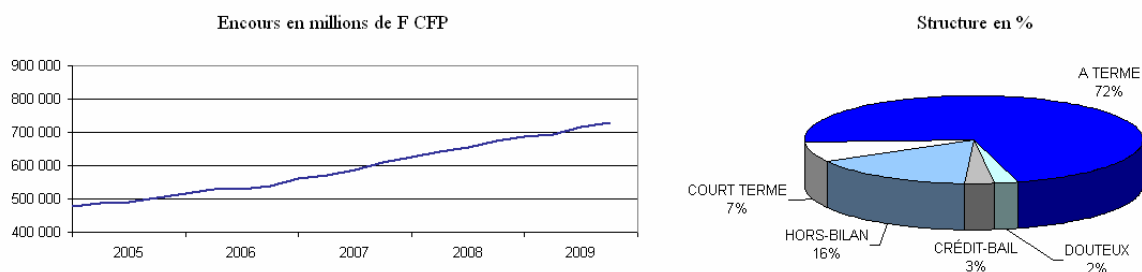
Face à l'atonie de la consommation des ménages, il semblerait que les entreprises aient préféré réduire leurs stocks et par conséquent limiter leur besoin en fonds de roulement. Ainsi, après un léger rebond au second trimestre lié à un besoin ponctuel pour la réalisation d'un grand projet, la demande des crédits d'exploitation fléchit sur le troisième trimestre (- 4,3 %) pour s'afficher en repli de 13,8 % sur douze mois.

L'encours de crédits à la construction des entreprises progresse de 4,4 % au troisième trimestre de l'année, tiré par le besoin de financement du secteur de la promotion immobilière. En glissement annuel, la progression atteint 26,9 %, due pour moitié au démarrage d'un grand programme de logement social. Abstraction faite de cet élément, l'évolution resterait encore dynamique, avec un taux de croissance d'environ 14 % en liaison avec une activité immobilière encore portée par la réalisation de chantiers importants.

¹ Cf enquête de conjoncture économique de l'IEOM sur l'activité du 3^{ème} trimestre 2009 (bulletin trimestriel économique n°140)

L'examen de la Centrale des risques¹ du mois de septembre 2009 permet d'observer des évolutions contrastées selon les secteurs. Les services (49 % des engagements en faveur des professionnels) affichent une hausse de leur encours de 8,4 % sur douze mois. Leur périmètre inclut toutefois les SCI créées dans le cadre d'opérations de défiscalisation ainsi que les activités de services liées à l'immobilier, qui expliquent pour une partie importante leur croissance. Le commerce (14 % des engagements aux professionnels) présente un besoin de financement en légère augmentation sur la période (+ 1 % sur le trimestre et + 4,5 % sur douze mois), en phase avec l'opinion exprimée par les chefs d'entreprise dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM. L'endettement du secteur des industries (11 % des engagements en faveur des professionnels) s'affiche en repli, tant sur le trimestre (- 3,3 %) que sur douze mois (- 6,6 %), les industriels semblant marquer une pause dans leurs investissements. Enfin, les concours bancaires du secteur du BTP (10 % des engagements des professionnels) progressent peu sur le trimestre (+ 0,9 %) mais ressortent en hausse sensible sur douze mois (+ 53 %), tirés par le logement social.

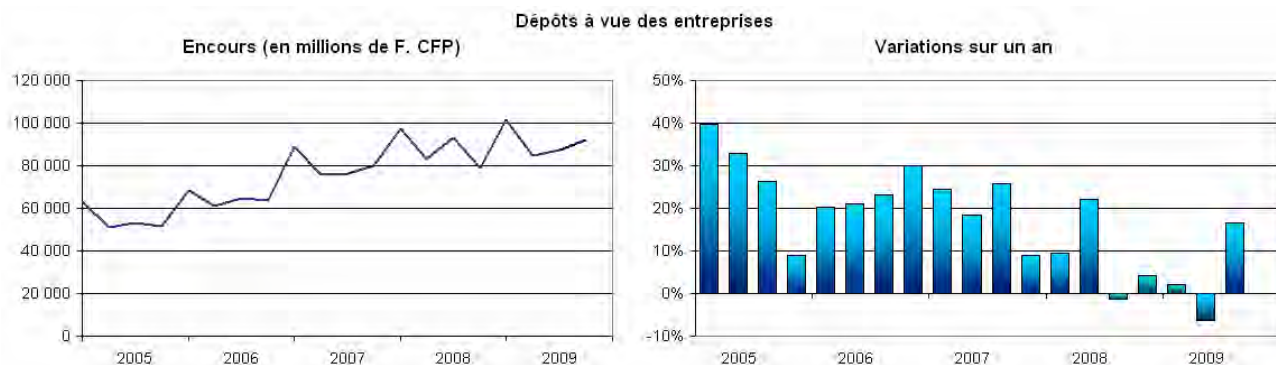
Evolution globale des risques déclarés au SCR



Dans le détail, on observe que l'activité des entrepreneurs individuels semble plus affectée par le ralentissement de l'activité économique sur le territoire, avec un encours qui recule de 4,4 % en glissement annuel à fin septembre 2009, du fait notamment d'un moindre recours au crédit-bail (- 26,9 %).

Globalement, à fin septembre 2009, l'endettement bancaire des entreprises, malgré une pause sur le trimestre sous revue, traduit toujours une bonne orientation de l'activité sur les douze derniers mois avec une hausse de 9,3 % à 364,1 milliards de F CFP. De même, les perspectives restent dans leur ensemble favorablement orientées avec des chefs d'entreprise qui affirment, dans le cadre de notre enquête de conjoncture², être plus nombreux à envisager d'investir sur les douze prochains mois (même s'il convient de rester prudent puisque ces prévisions d'investissement restent encore en deçà de leur moyenne de longue période) et un système bancaire qui affiche toujours son soutien au financement de l'économie. A noter de plus, l'amélioration de leur trésorerie des entreprises avec un volume de dépôts à vue qui croît de 16,6 % sur les douze derniers mois.

¹ Le périmètre de déclaration au SCR diffère de celui des concours pour sa partie concernant les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission.



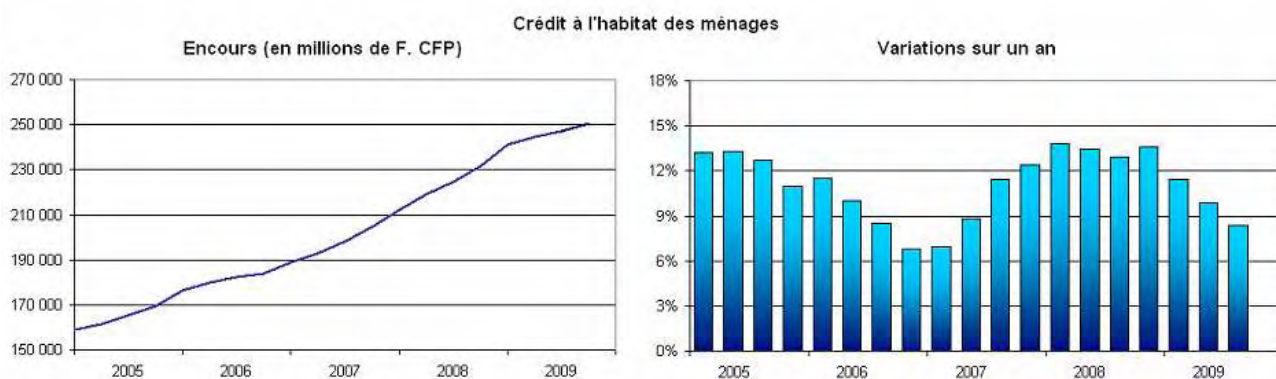
Des ménages qui continuent d'investir dans l'habitat

Malgré une légère remontée sur le trimestre sous revue (+ 1,6 % contre + 1,1 % au cours du second trimestre de l'année), le rythme de progression de l'endettement des ménages décélère en glissement annuel (+ 7,4 % contre + 8,4 % à fin juin 2009), traduisant toujours un ralentissement de l'investissement immobilier.

Les encours bancaires des crédits à la consommation des ménages continuent, pour leur part, de progresser de façon régulière en glissement annuel (+ 4,2 % à fin septembre 2009). Cette évolution doit cependant être relativisée. En effet, on observe un recul de l'encours de crédit-bail (- 5,7 % sur douze mois), en lien notamment avec la morosité du marché automobile (les immatriculations de véhicules particuliers chutent de 12,6 % entre septembre 2008 et septembre 2009) et une montée de l'encours des comptes ordinaires débiteurs, signe de la tension de trésorerie de cette catégorie de clientèle.

Au troisième trimestre 2009, la croissance des encours des crédits à l'habitat des ménages ressort légèrement plus élevée qu'au précédent trimestre (+ 1,5 % contre + 1,1 % au second trimestre 2009) mais ralentit à nouveau en glissement annuel (+ 8,3 % après + 9,9 % au trimestre précédent et + 11,5 % au 1^{er} trimestre). La demande de crédits continue toutefois de croître à un rythme soutenu, le ralentissement observé traduirait plutôt l'anticipation des ménages d'une baisse des taux et des prix de l'immobilier, à l'image des évolutions observées en Métropole notamment, qu'une prudence affichée par la place bancaire quant à l'octroi de nouveaux financements.

Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages sont contrastés. D'une part, le nombre d'incidents de paiement sur chèques recule sur douze mois de 4,7 % et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire au 30 septembre 2009 est sensiblement égal à celui de septembre 2008. D'autre part, les décisions de retrait de cartes bancaires et le volume des créances douteuses nettes augmentent respectivement de 31,5 %, et 19,4 %. Enfin, comme souligné précédemment, les ménages affichent un recours accru aux comptes ordinaires débiteurs.



Les actifs financiers des ménages progressent de 2,2 % sur le trimestre sous revue. Sur douze mois leur rythme de croissance reste impacté par un second trimestre atone et ralentit à 5,0 %, après 8,2 % à fin septembre 2008.

L'accroissement des liquidités des ménages est un peu moins marqué, avec un encours de dépôts à vue qui augmente de 4,6 % sur douze mois après une hausse de 5,3 % sur les douze mois précédents.

Concernant leur épargne, compte tenu du niveau historiquement bas des taux de référence du marché monétaire, les ménages ont arbitré leur choix vers des placements longs, plus rémunérateurs et ce, malgré les conditions offertes sur la place en matière de comptes sur livrets et de comptes à terme, dont les taux de rémunération sont généralement plus élevés qu'en métropole. Cette situation tient à la concurrence entre les banques locales pour capter de la ressource, dans un contexte de fort déficit de la place en la matière. On observe ainsi, sur douze mois, un maintien du volume des placements liquides ou à court terme (+ 0,4 %) tandis que les placements à long terme profitent dans le même temps d'une embellie de 12,8 %.

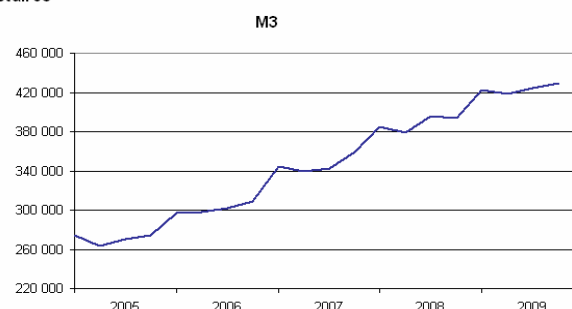
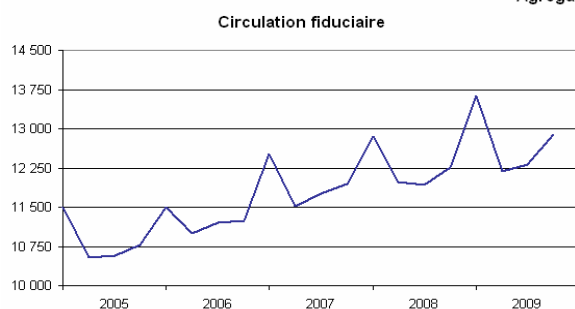


2. La masse monétaire et ses contreparties

2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	10 642	10 777	11 247	11 938	12 266	13 626	12 187	12 311	12 896	4,8%	5,1%
Billets	9 502	9 579	9 988	10 585	10 840	12 159	10 712	10 806	11 386	5,4%	5,0%
Pièces	1 140	1 198	1 259	1 353	1 426	1 467	1 475	1 505	1 510	0,3%	5,9%
Dépôts à vue	104 188	123 967	141 544	163 440	167 969	196 491	174 494	180 569	185 120	2,5%	10,2%
TOTAL M1	114 830	134 744	152 791	175 378	180 235	210 117	186 681	192 880	198 016	2,7%	9,9%
M2-M1	56 101	61 694	64 085	66 721	72 140	75 850	81 825	84 575	86 672	2,5%	20,1%
Comptes sur livrets	55 406	60 915	63 248	65 958	71 431	75 157	81 137	83 876	85 975	2,5%	20,4%
Comptes épargne logement	695	779	837	763	709	693	688	699	697	-0,3%	-1,7%
TOTAL M2	170 931	196 438	216 876	242 099	252 375	285 967	268 506	277 455	284 688	2,6%	12,8%
M3-M2	71 898	77 721	92 426	116 682	141 908	136 777	150 311	146 527	144 306	-1,5%	1,7%
Dépôts à terme	70 980	76 895	91 662	116 024	141 401	136 236	149 791	145 964	143 934	-1,4%	1,8%
Bons de caisse	918	826	764	658	507	541	520	563	372	-33,9%	-26,6%
Total M3	242 829	274 159	309 302	358 781	394 283	422 744	418 817	423 982	428 994	1,2%	8,8%
P1	4 262	5 310	6 149	5 291	4 499	4 301	4 216	4 215	4 164	-1,2%	-7,4%
Plans d'épargne logement	4 226	5 273	6 107	5 241	4 441	4 245	4 158	4 148	4 099	-1,2%	-7,7%
Autres compte d'épargne à régime spécial	36	37	42	50	58	56	58	67	65	-3,0%	12,1%
M3+P1	247 091	279 469	315 451	364 072	398 782	427 045	423 033	428 197	433 158	1,2%	8,6%

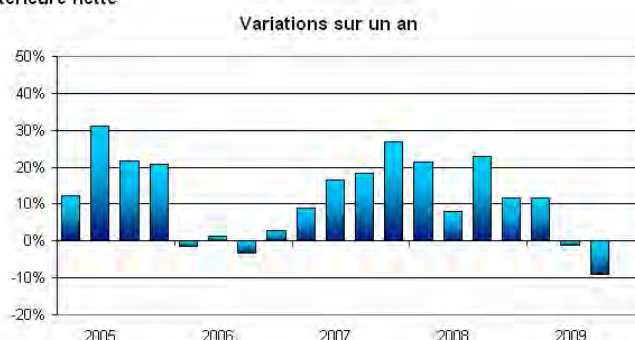
Agrégats monétaires



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	69 745	71 681	82 216	91 441	86 911	97 962	90 499	96 590	86 645	-10,3%	-0,3%
Institut d'émission	16 488	18 007	22 838	24 616	15 689	25 795	24 941	25 541	24 318	-4,8%	55,0%
Etablissements de crédit	53 257	53 674	59 378	66 825	71 222	72 167	65 558	71 049	62 327	-12,3%	-12,5%
Créances du Trésor public	9 842	10 938	12 380	13 733	14 405	16 070	15 887	15 973	16 038	0,4%	11,3%
Concours sur ressources monétaires	163 242	191 540	214 706	253 607	292 967	308 712	312 431	311 419	326 311	4,8%	11,4%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	325 963	366 771	405 678	461 419	523 355	537 178	534 800	546 704	550 695	0,7%	5,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	162 721	175 231	190 972	207 812	230 388	228 466	222 369	235 285	224 384	-4,6%	-2,6%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	32 057	35 242	38 907	42 154	47 451	47 522	47 767	49 779	49 928	0,3%	5,2%
Provisions sur créances douteuses	11 005	10 436	10 165	9 998	10 086	9 627	9 715	9 910	10 153	2,5%	0,7%
Engagements hors zone d'émission	106 058	117 927	121 478	140 330	161 502	152 590	149 473	149 922	144 380	-3,7%	-10,6%
Epargne contractuelle	4 263	5 311	6 149	5 291	4 500	4 303	4 215	4 215	4 164	-1,2%	-7,5%
Divers	9 338	6 315	14 273	10 039	6 849	14 424	11 199	21 459	15 759	-26,6%	130,1%
Total M3	242 829	274 159	309 302	358 781	394 283	422 744	418 817	423 982	428 994	1,2%	8,8%
Position extérieure nette	-52 801	-64 253	-62 100	-73 505	-90 280	-80 423	-83 915	-78 873	-82 053	4,0%	-9,1%

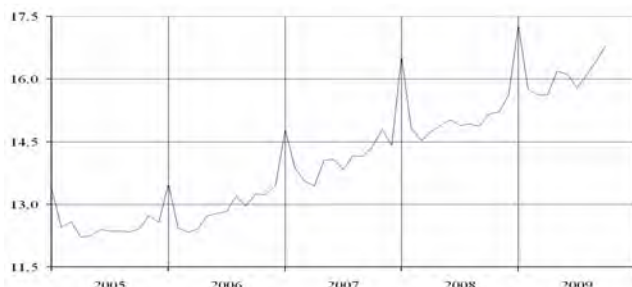
Position extérieure nette



2.3 La circulation fiduciaire

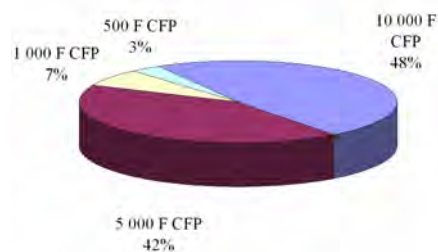
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin septembre 2009

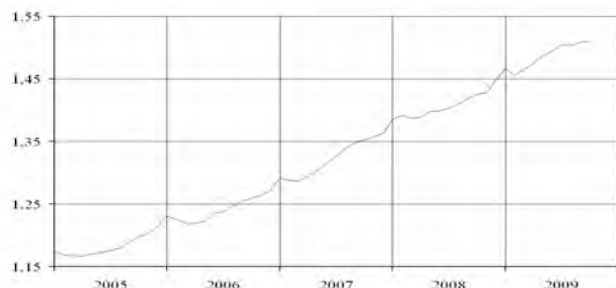


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
En nombre	3 520 079	3 593 452	3 651 855	3 827 282	3 931 530	4 403 272	3 894 172	3 949 919	4 208 102	6,5%	7,0%
10 000 F CFP	532 412	540 613	587 335	657 683	712 363	809 158	755 601	764 680	812 334	6,2%	14,0%
5 000 F CFP	1 074 577	1 103 447	1 191 874	1 270 560	1 312 207	1 507 125	1 331 717	1 341 974	1 429 141	6,5%	8,9%
1 000 F CFP	1 053 697	1 046 824	963 888	1 030 477	1 064 666	1 222 067	998 141	1 021 392	1 133 681	11,0%	6,5%
500 F CFP	859 393	902 568	908 758	868 562	842 294	864 922	808 713	821 873	832 946	1,3%	-1,1%
En millions de F CFP	12 180	12 421	13 251	14 394	15 170	17 282	15 617	15 789	16 819	6,5%	10,9%
10 000 F CFP	5 324	5 406	5 873	6 577	7 124	8 092	7 556	7 647	8 123	6,2%	14,0%
5 000 F CFP	5 373	5 517	5 959	6 353	6 561	7 536	6 659	6 710	7 146	6,5%	8,9%
1 000 F CFP	1 054	1 047	964	1 031	1 065	1 222	998	1 021	1 134	11,0%	6,5%
500 F CFP	430	451	454	434	421	433	404	411	417	1,4%	-1,1%

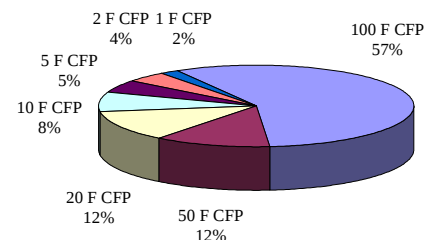
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin juin 2009



Source : IEOM

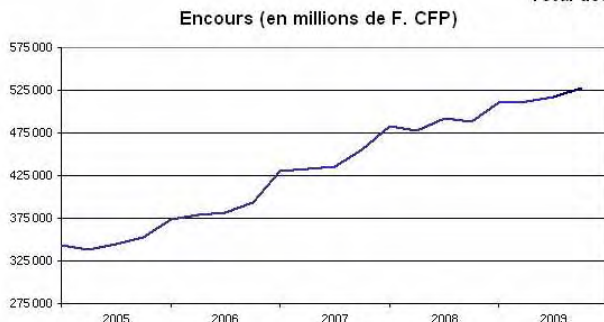
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
En nombre	88 086 737	92 550 318	97 219 932	102 948 151	108 487 564	110 640 701	111 894 718	113 353 133	114 332 764	0,9%	5,4%
100 F CFP	6 452 943	6 785 422	7 128 132	7 724 109	8 133 450	8 378 492	8 382 546	8 588 531	8 612 541	0,3%	5,9%
50 F CFP	2 742 107	2 868 276	2 994 641	3 190 977	3 318 716	3 440 760	3 446 340	3 497 151	3 492 140	-0,1%	5,2%
20 F CFP	6 640 497	6 962 864	7 363 256	7 832 892	8 320 773	8 537 805	8 688 603	8 810 674	8 852 716	0,5%	6,4%
10 F CFP	9 634 329	10 058 644	10 610 177	11 270 907	11 983 358	12 307 884	12 498 923	12 652 048	12 737 090	0,7%	6,3%
5 F CFP	11 020 223	11 639 632	12 331 056	13 097 176	14 006 654	14 473 084	14 773 505	15 021 921	15 230 302	1,4%	8,7%
2 F CFP	21 962 244	23 269 936	24 273 851	25 757 927	27 144 416	27 443 451	27 749 558	28 054 564	28 344 541	1,0%	4,4%
1 F CFP	29 634 394	30 965 544	32 518 819	34 074 163	35 580 197	36 059 225	36 355 243	36 728 244	37 063 434	0,9%	4,2%
En millions de F CFP	1 140	1 198	1 259	1 352	1 425	1 467	1 475	1 504	1 510	0,4%	6,0%
100 F CFP	645	679	713	772	813	838	838	859	861	0,3%	5,9%
50 F CFP	137	143	150	160	166	172	172	175	175	-0,2%	5,2%
20 F CFP	133	139	147	157	166	171	174	176	177	0,5%	6,4%
10 F CFP	96	101	106	113	120	123	125	127	127	0,7%	6,3%
5 F CFP	55	58	62	66	70	72	74	75	76	1,5%	8,9%
2 F CFP	44	47	49	52	54	55	56	56	57	1,1%	4,4%
1 F CFP	30	31	33	34	36	36	36	37	37	1,1%	4,2%

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

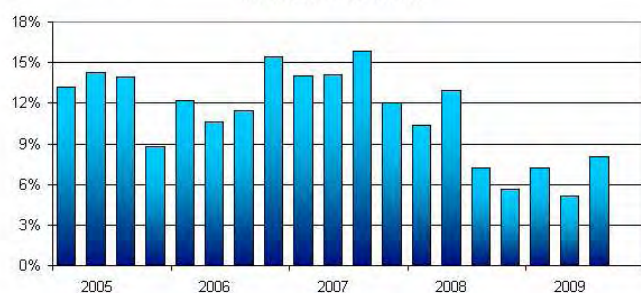
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Sociétés	79 665	93 934	115 878	144 072	147 005	157 891	152 878	156 204	158 490	1,5%	7,8%
Dépôts à vue	40 818	51 560	63 511	79 826	78 877	101 369	84 879	87 569	91 944	5,0%	16,6%
Placements liquides ou à court terme	34 412	35 240	49 791	61 715	66 797	55 529	66 987	67 697	65 595	-3,1%	-1,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	638	641	254	243	299	261	465	552	529	-4,2%	76,9%
Placements indexés sur les taux du marché	33 774	34 599	49 537	61 472	66 498	55 268	66 522	67 145	65 066	-3,1%	-2,2%
dont comptes à terme	31 577	32 796	44 744	55 757	61 250	52 067	61 024	62 728	59 977	-4,4%	-2,1%
dont OPCVM monétaires	2 197	1 803	4 794	5 714	5 249	3 201	5 499	4 417	5 089	15,2%	-3,0%
Placements à long terme	4 435	7 134	2 576	2 531	1 331	993	1 012	938	951	1,4%	-28,5%
dont OPCVM non monétaires	4 383	7 114	2 565	2 527	1 329	992	1 010	936	949	1,4%	-28,6%
Ménages	193 372	214 110	232 316	261 349	282 903	291 709	288 975	290 665	297 043	2,2%	5,0%
Dépôts à vue	50 118	54 118	61 265	66 629	70 153	74 900	70 252	71 580	73 361	2,5%	4,6%
Placements liquides ou à court terme	84 581	92 341	96 729	111 447	130 959	135 038	135 591	131 785	131 459	-0,2%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	53 250	58 258	60 976	63 039	68 159	72 269	77 709	79 448	81 520	2,6%	19,6%
Livrets ordinaires	41 401	45 829	48 008	49 404	53 219	56 339	61 651	63 559	65 791	3,5%	23,6%
Livrets A et bleus	11 154	11 485	11 905	12 621	13 962	14 946	15 072	14 899	14 735	-1,1%	5,5%
Livrets jeunes	0	173	230	254	272	294	302	295	301	2,0%	10,7%
Comptes d'épargne logement	695	770	833	760	706	690	685	696	693	-0,4%	-1,8%
Placements indexés sur les taux du marché	31 331	34 083	35 753	48 408	62 800	62 769	57 882	52 337	49 939	-4,6%	-20,5%
dont comptes à terme	18 577	21 238	22 458	31 693	45 444	47 914	42 775	39 356	37 394	-5,0%	-17,7%
dont bons de caisse	918	826	764	658	507	541	520	563	372	-33,9%	-26,6%
dont OPCVM monétaires	11 837	12 019	12 532	16 056	16 850	14 314	14 587	12 418	12 173	-2,0%	-27,8%
Placements à long terme	58 673	67 651	74 322	83 273	81 791	81 771	83 132	87 300	92 223	5,6%	12,8%
Plans d'épargne logement	4 225	5 258	6 073	5 207	4 416	4 239	4 150	4 141	4 091	-1,2%	-7,4%
Autres comptes d'épargne	36	37	42	50	58	56	58	67	65	-3,0%	12,1%
Portefeuille-titres	4 055	3 683	3 692	5 013	3 158	2 627	2 820	3 626	4 436	22,3%	40,5%
OPCVM non monétaires	6 085	7 127	6 696	4 801	2 797	2 411	2 280	2 337	2 470	5,7%	-11,7%
Contrats d'assurance-vie	44 272	51 546	57 819	68 202	71 362	72 438	73 824	77 129	81 161	5,2%	13,7%
Autres agents	36 656	44 813	44 966	49 975	58 167	60 605	69 906	70 680	71 813	1,6%	23,5%
Dépôts à vue	13 252	18 289	16 768	16 985	18 938	20 222	19 362	21 420	19 815	-7,5%	4,6%
Placements liquides ou à court terme	23 039	25 759	27 338	32 034	38 435	39 620	49 780	48 501	51 233	5,6%	33,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 213	2 794	2 855	3 438	3 683	3 319	3 741	4 575	4 623	1,0%	25,5%
Placements indexés sur les taux du marché	20 826	22 965	24 483	28 596	34 752	36 301	46 039	43 926	46 610	6,1%	34,1%
dont comptes à terme	20 826	22 861	24 461	28 574	34 707	36 255	45 993	43 881	46 564	6,1%	34,2%
Placements à long terme	365	765	860	956	794	763	764	759	765	0,8%	-3,7%
TOTAL	309 693	352 857	393 160	455 396	488 075	510 205	511 759	517 549	527 346	1,9%	8,0%
Dépôts à vue	104 188	123 967	141 544	163 440	167 968	196 491	174 493	180 569	185 120	2,5%	10,2%
Placements liquides ou à court terme	142 032	153 340	173 858	205 196	236 191	230 187	252 358	247 983	248 287	0,1%	5,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	56 101	61 693	64 085	66 720	72 141	75 849	81 915	84 575	86 672	2,5%	20,1%
Placements indexés sur les taux du marché	85 931	91 647	109 773	138 476	164 050	154 338	170 443	163 408	161 615	-1,1%	-1,5%
Placements à long terme	63 473	75 550	77 758	86 760	83 916	83 527	84 908	88 997	93 939	5,6%	11,9%

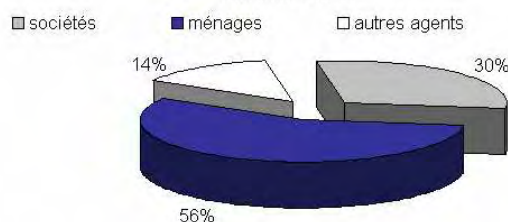
Total des actifs financiers



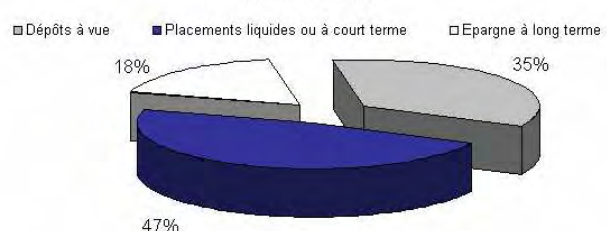
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique septembre 2009



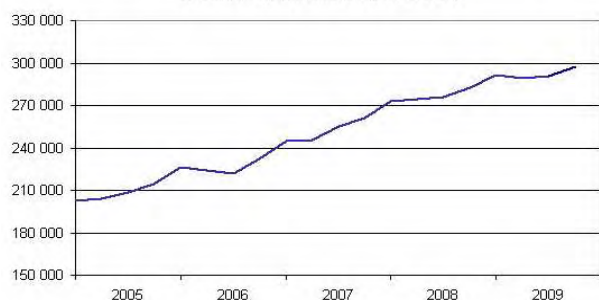
Répartition des actifs financiers par nature septembre 2009



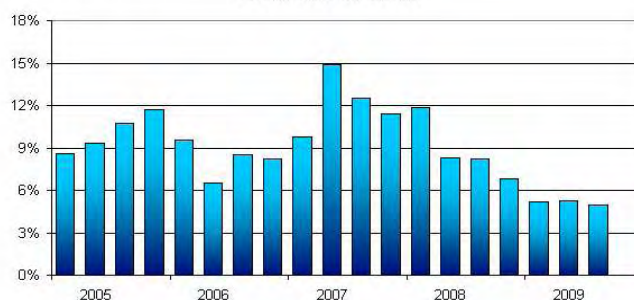
Les avoirs des ménages

Total des actifs financiers des ménages

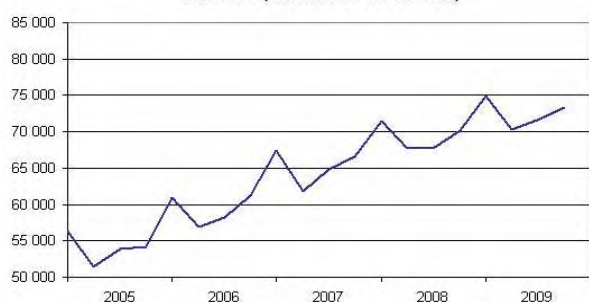
Encours (en millions de F. CFP)



Variations sur un an

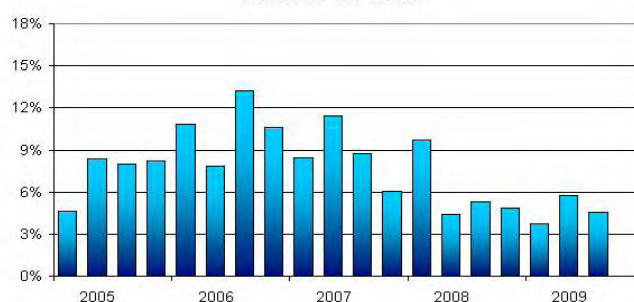


Encours (en millions de F. CFP)

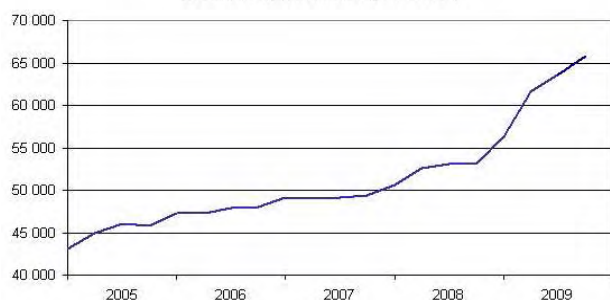


Dépôts à vue

Variations sur un an

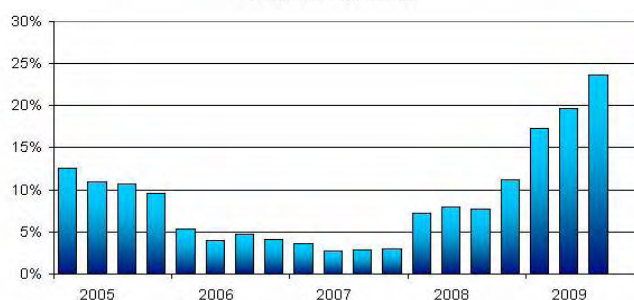


Encours (en millions de F. CFP)

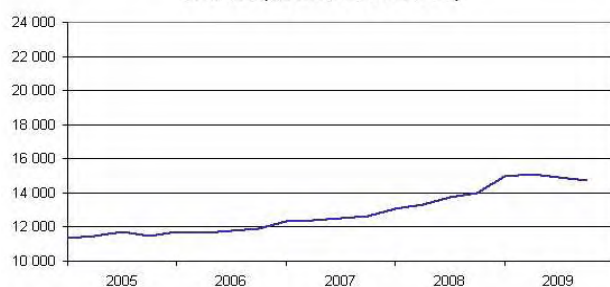


Livrets ordinaires

Variations sur un an

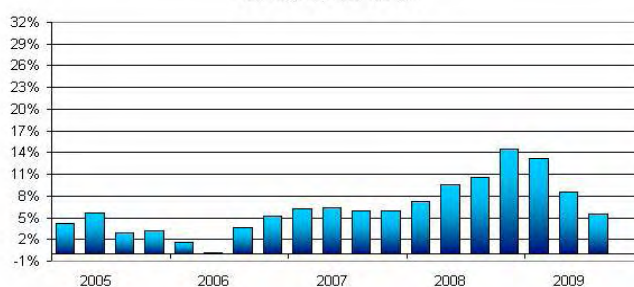


Encours (en millions de F. CFP)

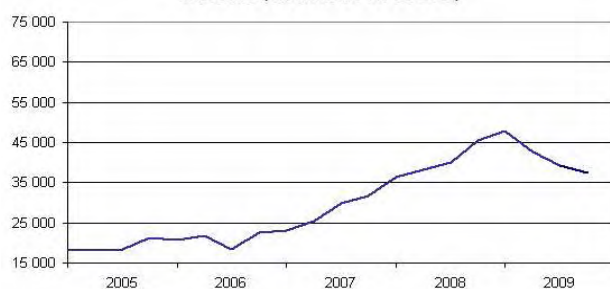


Livrets A

Variations sur un an

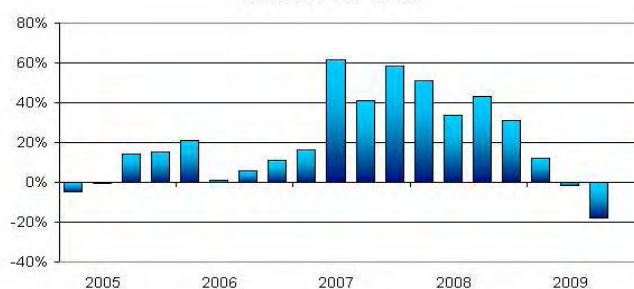


Encours (en millions de F. CFP)

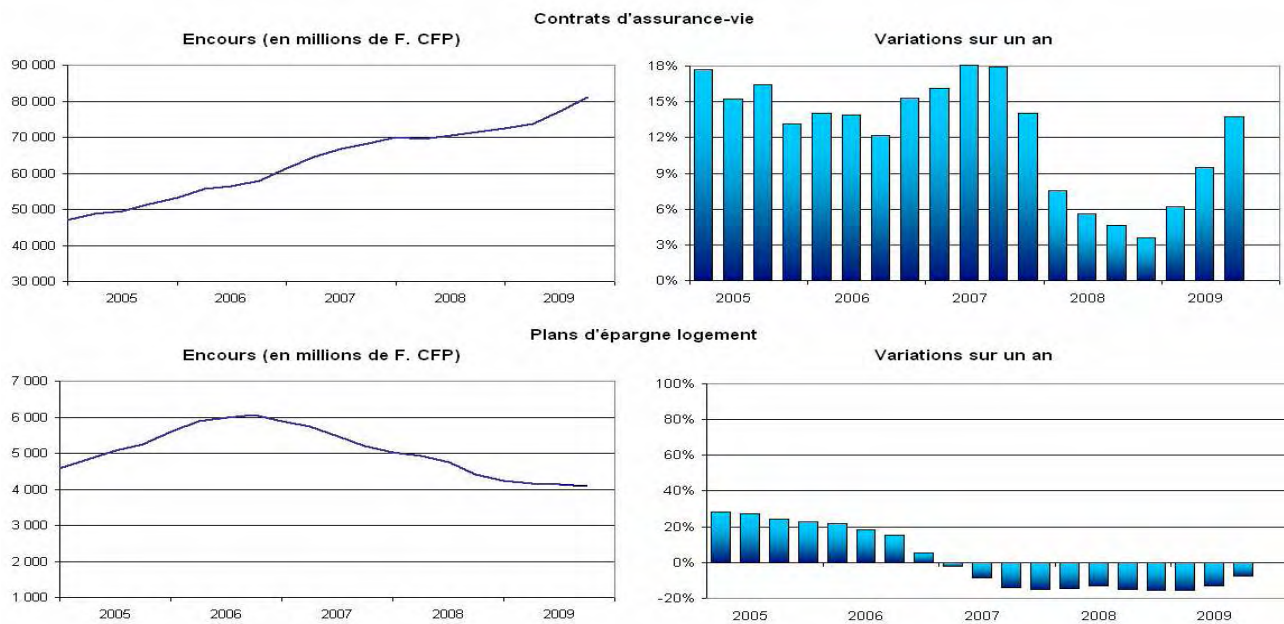


Dépôts à terme

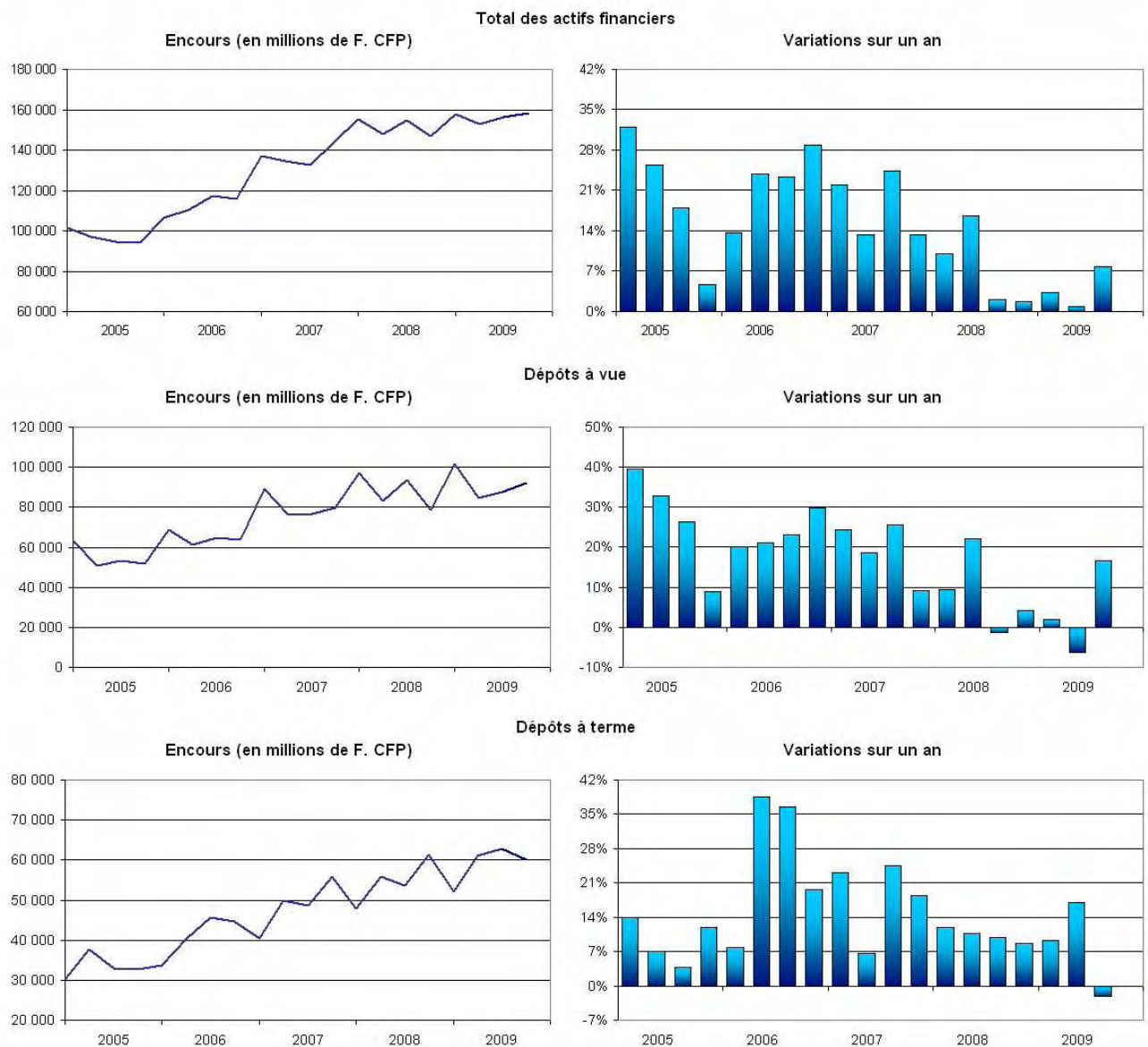
Variations sur un an



Conjoncture financière et bancaire

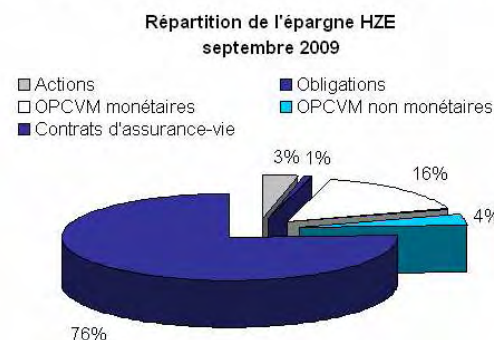
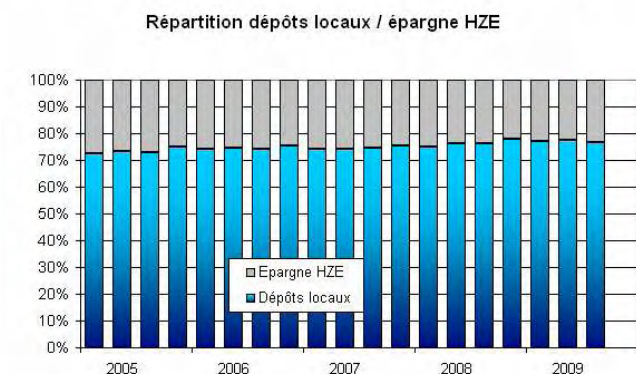
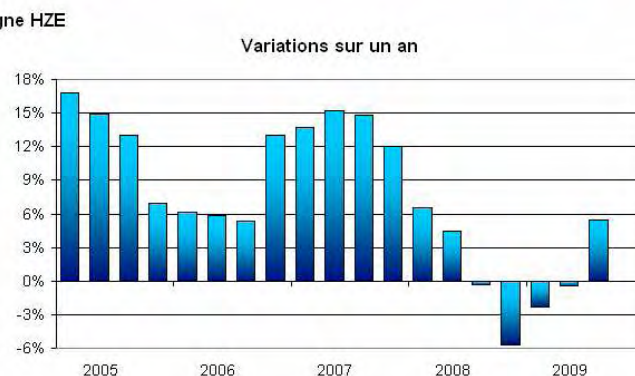
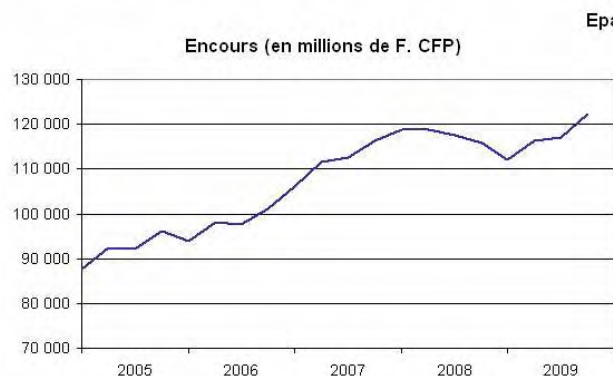
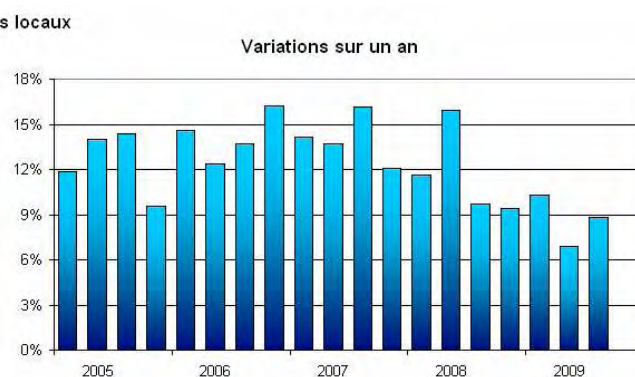
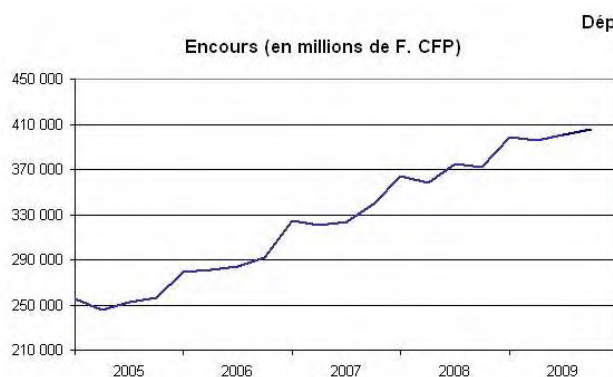


Les avoirs des sociétés



3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Dépôts locaux	224 464	256 789	291 974	339 202	372 225	398 219	395 464	400 562	405 139	1,1%	8,8%
Dépôts à vue	104 188	123 967	141 544	163 440	167 969	196 491	174 494	180 569	185 120	2,5%	10,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	48 378	55 101	58 004	59 080	62 348	64 951	70 659	73 466	75 713	3,1%	21,4%
Livrets ordinaires	43 421	48 838	50 788	52 772	56 867	59 660	65 452	68 257	70 550	3,4%	24,1%
Livrets jeunes	0	173	230	254	273	295	303	295	302	2,4%	10,6%
Comptes d'épargne logement	695	779	837	763	709	693	688	699	697	-0,3%	-1,7%
Plans d'épargne logement	4 226	5 273	6 107	5 241	4 441	4 245	4 158	4 148	4 099	-1,2%	-7,7%
Autres comptes d'épargne	36	38	42	50	58	58	58	67	65	-3,0%	12,1%
Dépôts à terme	70 980	76 895	91 662	116 024	141 401	136 236	149 791	145 964	143 934	-1,4%	1,8%
Bons de caisse	918	826	764	658	507	541	520	563	372	-33,9%	-26,6%
Epargne HZE	85 028	96 068	101 186	116 195	115 851	111 984	116 207	116 986	122 208	4,5%	5,5%
Livrets A et bleus	11 784	11 903	12 230	12 932	14 291	15 200	15 383	15 324	15 124	-1,3%	5,8%
Actions	2 667	2 947	3 606	4 930	3 083	2 550	2 612	2 980	3 716	24,7%	20,5%
Obligations	1 440	755	97	87	78	78	209	648	723	11,6%	826,9%
OPCVM monétaires	14 034	13 927	17 348	21 793	22 143	17 561	20 132	16 881	17 308	2,5%	-21,8%
OPCVM non monétaires	10 831	14 990	10 086	8 251	4 894	4 157	4 047	4 024	4 176	3,8%	-14,7%
Contrats d'assurance-vie	44 272	51 546	57 819	68 202	71 362	72 438	73 824	77 129	81 161	5,2%	13,7%
TOTAL	309 492	352 857	393 160	455 397	488 076	510 203	511 671	517 548	527 347	1,9%	8,0%

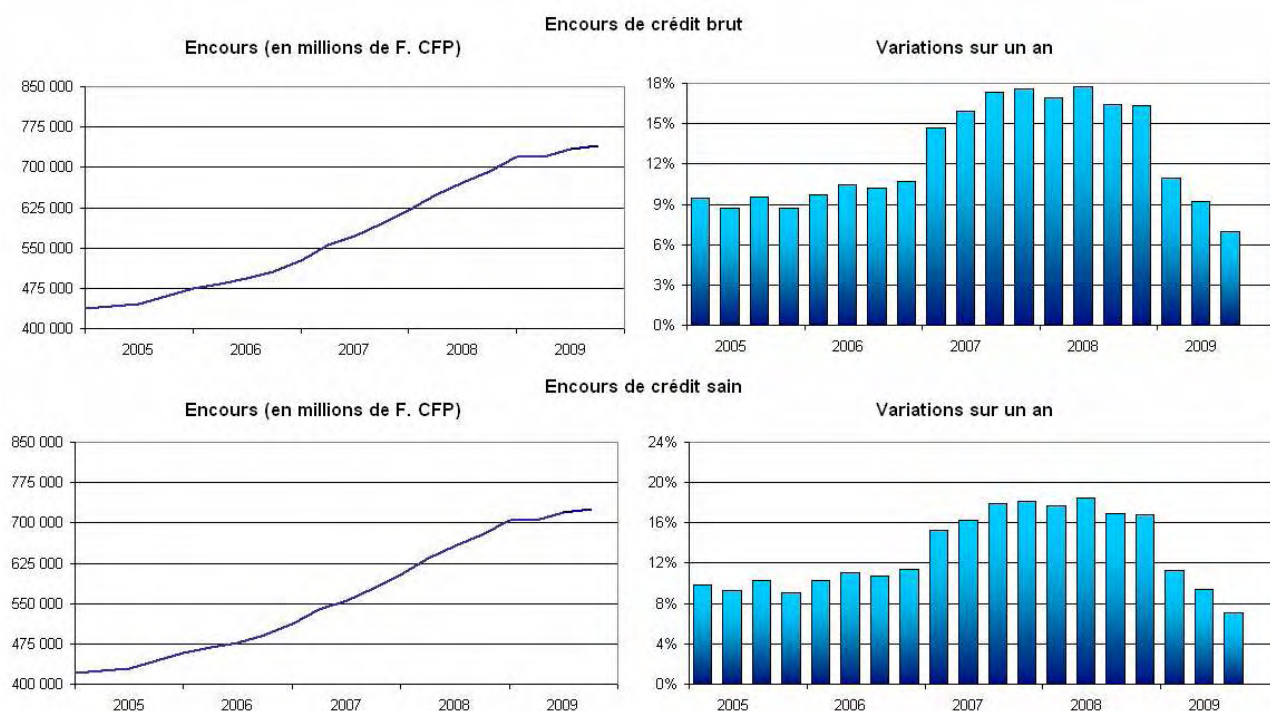


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

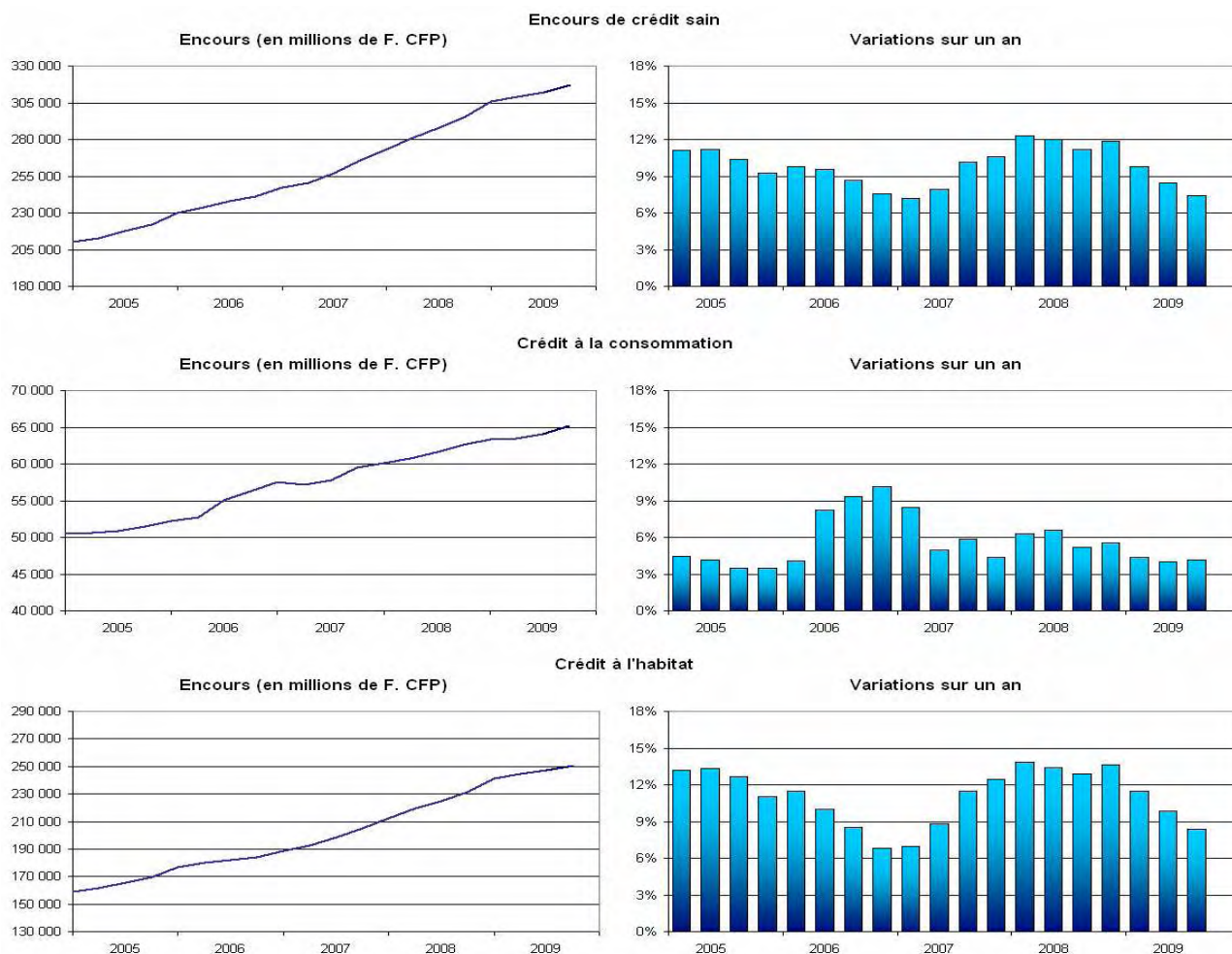
La série des encours de crédit présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés à cette date par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

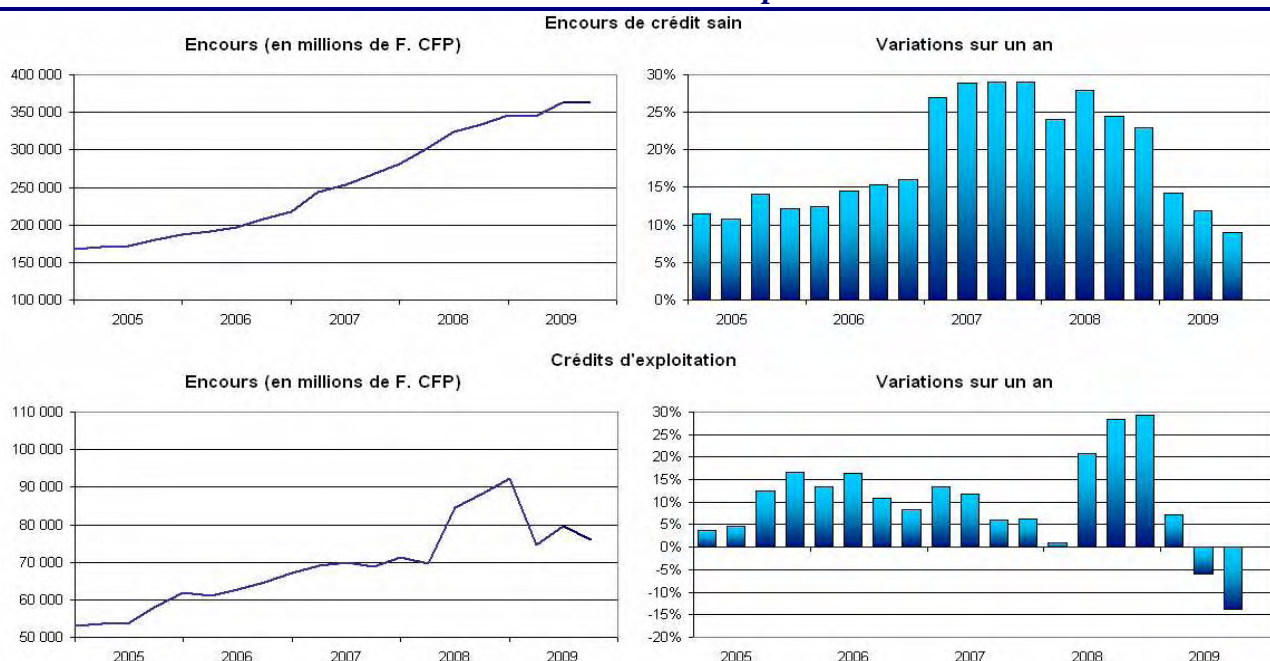
Les concours de tous les établissements		Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Entreprises	157 583	179 787	207 404	267 590	333 031	346 659	346 176	363 980	364 064	0,0%	9,3%
Crédits d'exploitation	51 930	58 392	64 770	68 667	88 219	92 223	74 704	79 502	76 084	-4,3%	-13,8%
Créances commerciales	3 192	3 081	3 423	3 190	3 521	3 893	3 614	3 688	3 434	-6,9%	-2,5%
Crédits de trésorerie	29 576	29 879	33 234	39 636	55 654	56 506	42 048	43 700	45 270	3,6%	-18,7%
dont entrepreneurs individuels	2 297	1 728	1 663	1 533	1 451	1 382	1 393	1 447	1 523	5,3%	5,0%
Comptes ordinaires débiteurs	19 162	25 432	28 113	25 841	29 044	31 824	29 042	32 114	27 380	-14,7%	-5,7%
Crédits d'investissement	75 139	83 301	92 277	138 018	174 952	181 115	197 955	201 326	201 075	-0,1%	14,9%
Crédits à l'équipement	66 613	73 246	82 356	127 512	164 297	170 802	187 983	191 756	191 826	0,0%	16,8%
dont entrepreneurs individuels	5 490	6 062	6 577	7 131	8 272	8 263	8 362	8 346	8 305	-0,5%	0,4%
Crédit-bail	8 526	10 055	9 921	10 506	10 655	10 313	9 972	9 570	9 249	-3,4%	-13,2%
Crédits à la construction	29 784	36 593	45 944	55 153	62 736	66 089	66 702	76 227	79 611	4,4%	26,9%
Autres crédits	730	1 501	4 413	5 752	7 124	7 232	6 815	6 925	7 294	5,3%	2,4%
Ménages	200 970	221 807	241 049	265 600	295 373	305 711	308 911	312 299	317 176	1,6%	7,4%
Crédits à la consommation	49 728	51 445	56 246	59 537	62 637	63 391	63 415	64 062	65 237	1,8%	4,2%
Crédits de trésorerie	37 278	37 993	40 881	43 540	46 654	47 687	47 539	48 401	49 721	2,7%	6,6%
Comptes ordinaires débiteurs	3 132	2 985	3 833	3 253	2 926	2 895	3 193	3 091	3 201	3,6%	9,4%
Crédit-bail	9 318	10 467	11 532	12 744	13 057	12 809	12 683	12 570	12 315	-2,0%	-5,7%
Crédits à l'habitat	150 417	169 518	183 925	204 992	231 415	241 031	244 360	247 092	250 725	1,5%	8,3%
Autres crédits	825	844	878	1 071	1 321	1 289	1 136	1 145	1 214	6,0%	-8,1%
Collectivités locales	36 916	34 092	34 580	36 536	38 914	44 494	41 743	34 732	35 134	1,2%	-9,7%
Crédits d'exploitation	1 122	657	1 866	3 299	4 708	4 967	3 532	2 826	2 905	2,8%	-38,3%
Crédits de trésorerie	960	607	1 533	3 239	4 669	4 899	3 397	2 628	2 668	1,5%	-42,9%
Comptes ordinaires débiteurs	162	50	333	60	39	68	135	198	237	19,7%	507,7%
Crédits d'investissement	33 103	31 999	31 460	32 124	33 243	38 525	37 325	31 086	31 420	1,1%	-5,5%
Crédits à l'équipement	33 101	31 985	31 451	32 105	33 174	38 464	37 258	31 012	31 265	0,8%	-5,8%
Crédit-bail	2	14	9	19	69	61	67	74	155	109,5%	124,6%
Crédits à l'habitat	1 201	784	664	587	507	488	466	436	426	-2,3%	-16,0%
Autres crédits	1 490	652	590	526	456	514	420	384	383	-0,3%	-16,0%
Autres agents de CCB non ventilés	6 686	7 861	7 996	9 439	10 082	10 014	9 835	9 600	9 985	4,0%	-1,0%
Total encours sain	402 155	443 547	491 029	579 165	677 400	706 878	706 665	720 611	726 359	0,8%	7,2%
Créances douteuses brutes	17 491	16 063	15 641	15 384	14 678	14 206	14 354	14 615	15 051	3,0%	2,5%
Créances douteuses nettes	6 462	5 627	5 476	5 386	4 592	4 579	4 639	4 705	4 898	4,1%	6,7%
dont entreprises	4 414	3 859	3 696	3 489	2 814	2 651	2 642	2 766	2 787	0,8%	-1,0%
dont ménages	1 710	1 425	1 691	1 846	1 728	1 882	1 942	1 865	2 064	10,7%	19,4%
Provisions	11 029	10 436	10 165	9 998	10 086	9 627	9 715	9 910	10 153	2,5%	0,7%
Total encours brut	419 646	459 610	506 670	594 549	692 078	721 084	721 019	735 226	741 410	0,8%	7,1%
Taux de créances douteuses	4,3%	3,6%	3,2%	2,7%	2,2%	2,0%	2,0%	2,0%	2,1%	0 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	63,1%	65,0%	65,0%	65,0%	68,7%	67,8%	67,7%	67,8%	67,5%	-0,3 pt	-1,2 pt



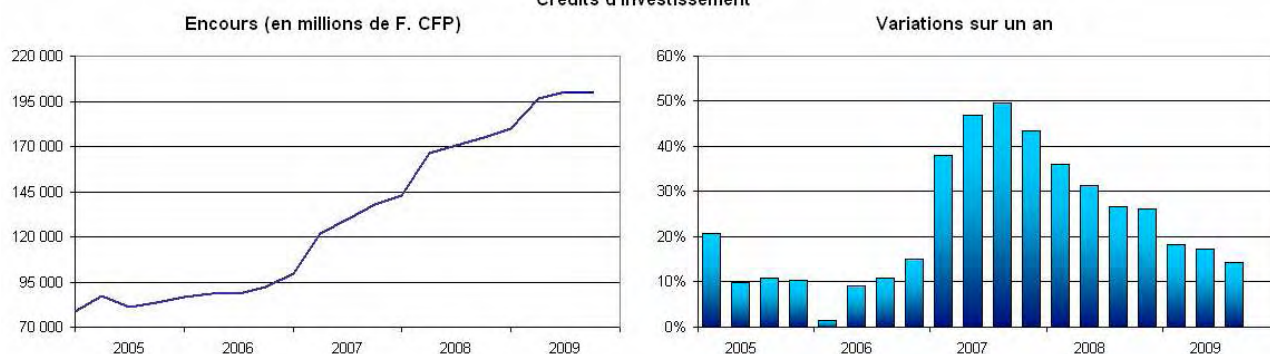
L'endettement des ménages



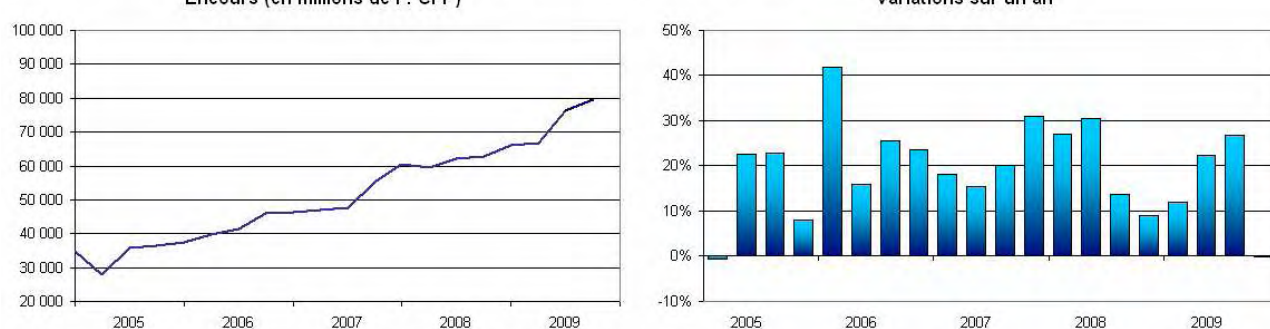
L'endettement des entreprises



Crédits d'investissement

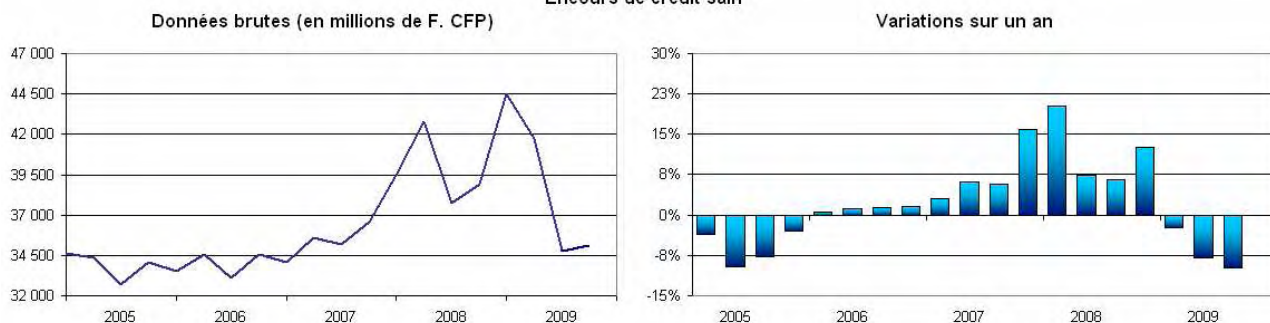


Crédits à la construction (principalement habitat social et promotion immobilière)

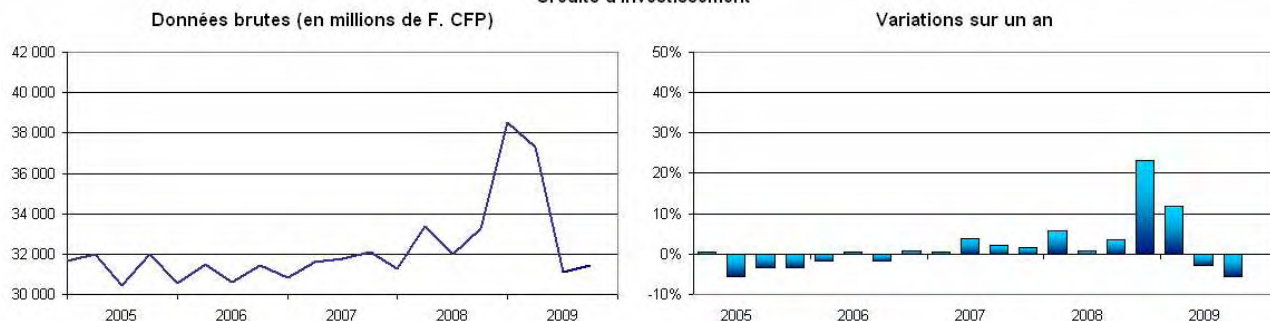


L'endettement des collectivités locales

Encours de crédit sain



Crédits d'investissement

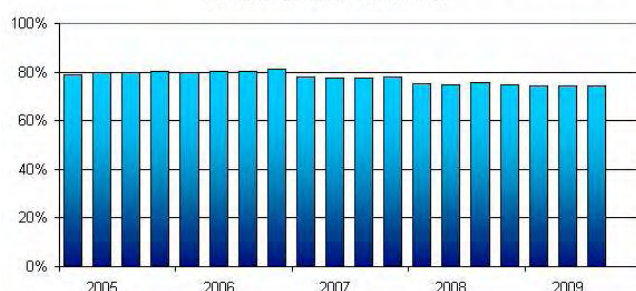


4.1 Les passifs des établissements locaux

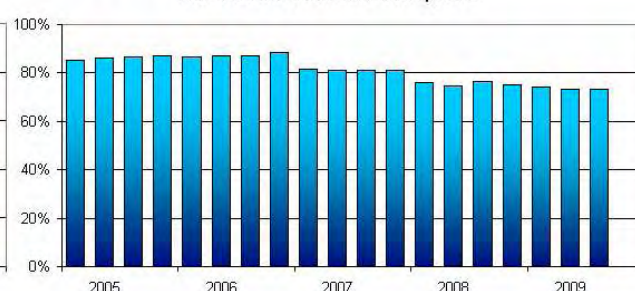
Les concours des établissements locaux										Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Entreprises	132 794	155 481	180 531	216 528	254 110	258 894	255 784	265 953	265 134	-0,3%	4,3%
Crédits d'exploitation	51 930	58 392	64 770	68 595	79 214	77 994	73 959	79 502	76 084	-4,3%	-4,0%
<i>Créances commerciales</i>	3 192	3 081	3 423	3 190	3 521	3 893	3 614	3 688	3 434	-6,9%	-2,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	29 576	29 879	33 234	39 636	46 649	43 022	42 048	43 700	45 270	3,6%	-3,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	2 297	1 728	1 663	1 533	1 451	1 382	1 393	1 447	1 523	5,3%	5,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	19 162	25 432	28 113	25 769	29 044	31 079	28 297	32 114	27 380	-14,7%	-5,7%
Crédits d'investissement	67 341	75 945	86 146	110 655	132 317	137 032	139 236	142 420	141 621	-0,6%	7,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	58 815	65 890	76 225	100 247	121 720	126 770	129 327	132 903	132 444	-0,3%	8,8%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 490	6 062	6 577	7 128	8 183	8 175	8 250	8 229	8 190	-0,5%	0,1%
<i>Crédit-bail</i>	8 526	10 055	9 921	10 408	10 597	10 262	9 909	9 517	9 177	-3,6%	-13,4%
Crédits à la construction	13 141	19 909	25 386	31 755	36 146	37 493	36 406	37 677	40 706	8,0%	12,6%
Autres crédits	382	1 235	4 229	5 523	6 433	6 375	6 183	6 354	6 723	5,8%	4,5%
Ménages	167 066	185 115	197 840	215 056	238 648	247 721	250 194	252 060	255 880	1,5%	7,2%
Crédits à la consommation	45 205	46 849	50 799	52 971	54 778	55 241	55 024	55 324	56 307	1,8%	2,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	32 755	33 397	35 434	36 974	38 796	39 537	39 148	39 663	40 791	2,8%	5,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 132	2 985	3 833	3 253	2 925	2 895	3 193	3 091	3 201	3,6%	9,4%
<i>Crédit-bail</i>	9 318	10 467	11 532	12 744	13 057	12 809	12 683	12 570	12 315	-2,0%	-5,7%
Crédits à l'habitat	121 038	137 424	146 163	161 014	182 549	191 191	194 034	195 591	198 359	1,4%	8,7%
Autres crédits	823	842	878	1 071	1 321	1 289	1 136	1 145	1 214	6,0%	-8,1%
Collectivités locales	2 584	2 900	3 824	5 635	7 270	7 471	6 094	5 396	5 911	9,5%	-18,7%
Crédits d'exploitation	1 122	657	1 866	3 299	4 708	4 967	3 529	2 823	2 902	2,8%	-38,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	960	607	1 533	3 239	4 669	4 899	3 397	2 628	2 668	1,5%	-42,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	162	50	333	60	39	68	132	195	234	20,0%	500,0%
Crédits d'investissement	1 455	1 694	1 494	1 911	2 177	2 130	2 200	2 217	2 663	20,1%	22,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 453	1 680	1 485	1 892	2 108	2 069	2 133	2 143	2 508	17,0%	19,0%
<i>Crédit-bail</i>	2	14	9	19	69	61	67	74	155	109,5%	124,6%
Crédits à l'habitat	7	549	464	425	385	374	365	356	346	-2,8%	-10,1%
Autres agents de CCB non ventilés	6 630	7 861	7 996	9 435	9 455	9 778	9 218	9 377	9 410	0,4%	-0,5%
Total encours sain	309 074	351 357	390 191	446 654	509 483	523 864	521 290	532 786	536 335	0,7%	5,3%
Créances douteuses brutes	16 889	15 414	15 487	14 765	13 872	13 314	13 510	13 918	14 360	3,2%	3,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 884	4 978	5 322	4 767	3 786	3 687	3 795	4 008	4 207	5,0%	11,1%
<i>dont entreprises</i>	4 414	3 834	3 696	3 192	2 400	2 214	2 183	2 487	2 636		
<i>dont ménages</i>	1 449	1 116	1 537	1 524	1 336	1 427	1 557	1 446	1 623		
<i>Provisions</i>	11 005	10 436	10 165	9 998	10 086	9 627	9 715	9 910	10 153	2,5%	0,7%
Total encours brut	325 963	366 771	405 678	461 419	523 355	537 178	534 800	546 704	550 695	0,7%	5,2%
Taux de créances douteuses	5,2%	4,2%	3,8%	3,2%	2,7%	2,5%	2,5%	2,5%	2,6%	0,1 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	65,2%	67,7%	65,6%	67,7%	72,7%	72,3%	71,9%	71,2%	70,7%	-0,5 pt	-2 pt

Parts de marché des établissements installés localement

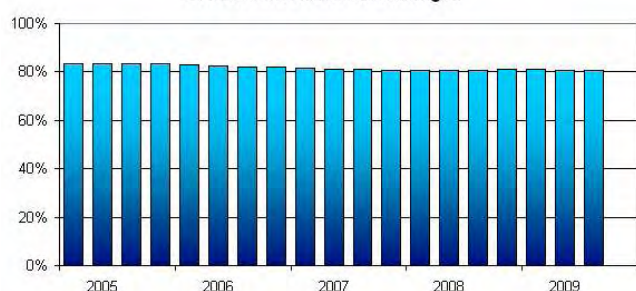
Encours de crédit brut total



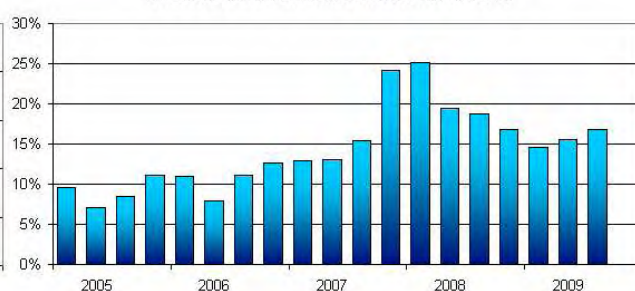
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

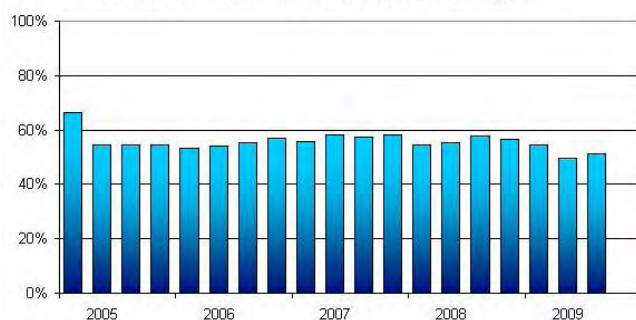


Encours de crédit aux collectivités locales

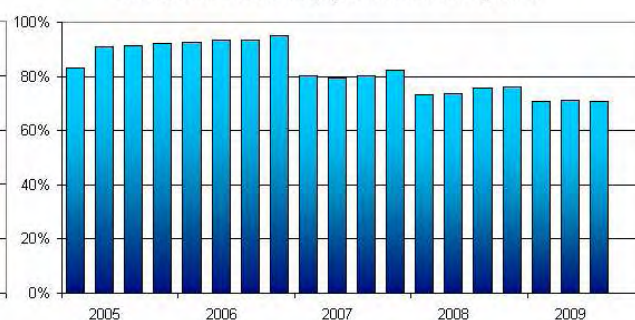


Parts de marché des établissements installés localement

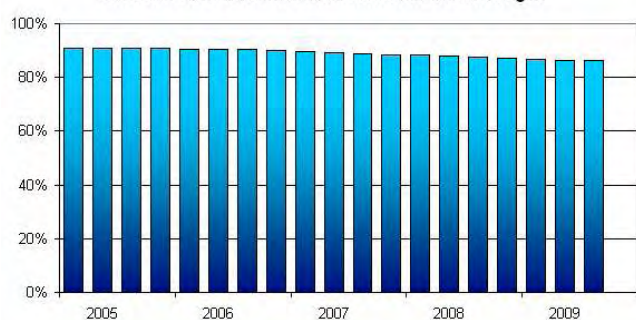
Encours de crédit à la construction des entreprises



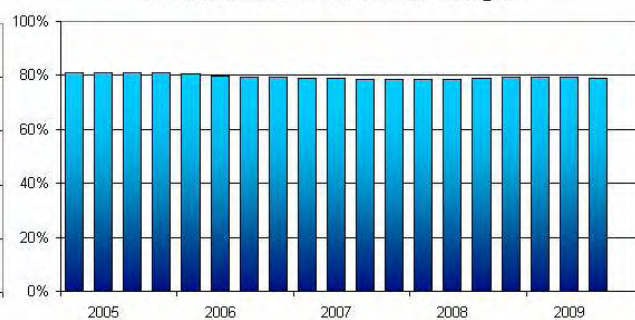
Encours de crédit d'équipement des entreprises



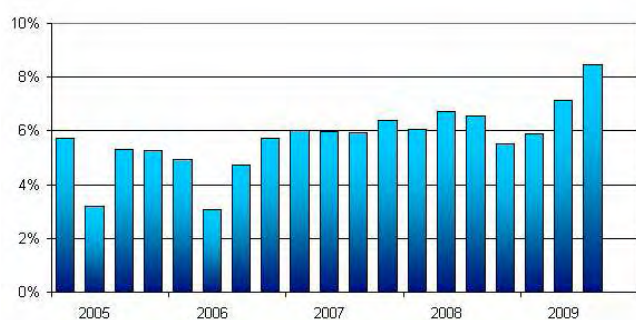
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



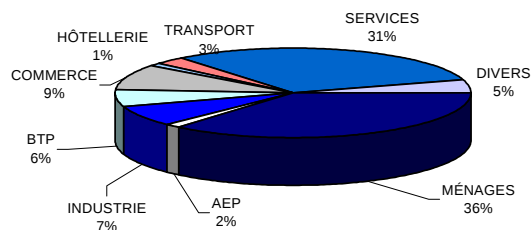
Encours de crédit d'investissement des collectivités locales



5. Les engagements bancaires

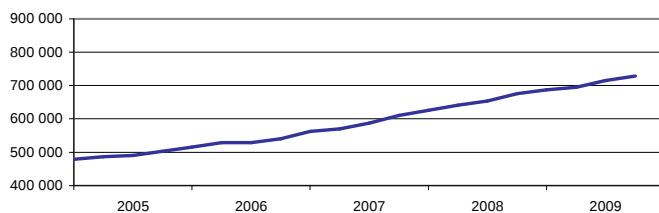
5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Encours en millions de F CFP au 30 septembre 2009

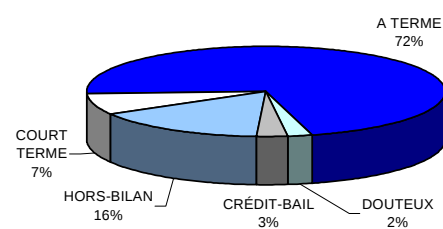


ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

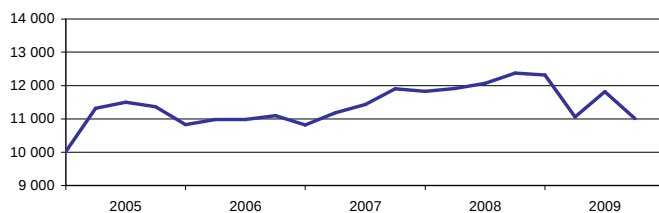


Structure en %

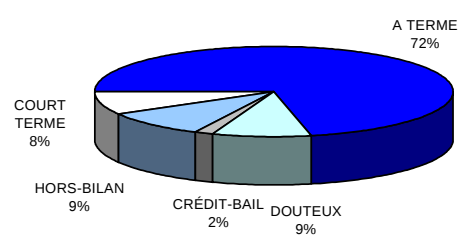


AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours en millions de F CFP

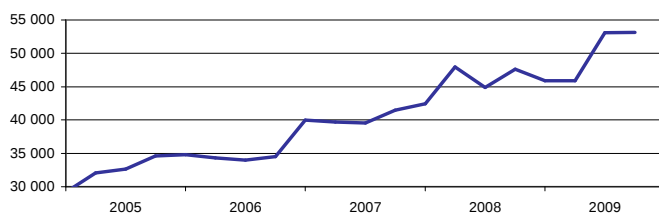


Structure en %

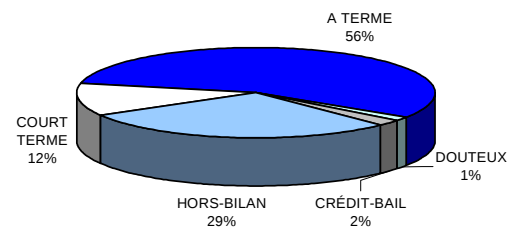


INDUSTRIE

Encours en millions de F CFP



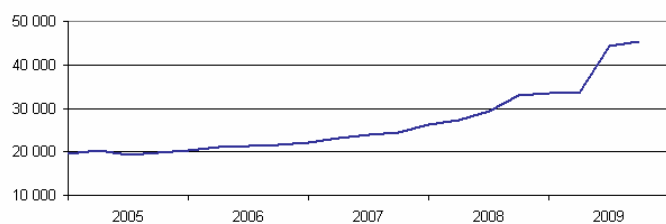
Structure en %



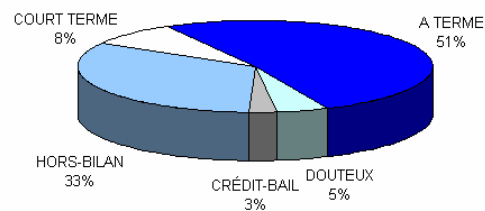
Conjoncture financière et bancaire

BTP

Encours en millions de F CFP

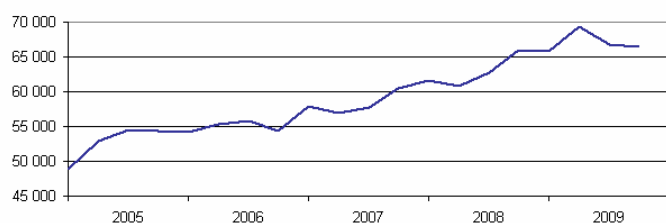


Structure en %

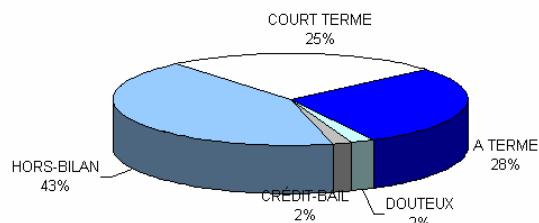


COMMERCE

Encours en millions de F CFP

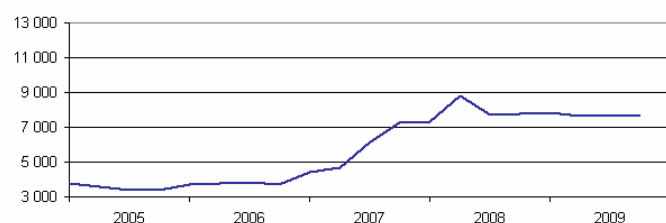


Structure en %

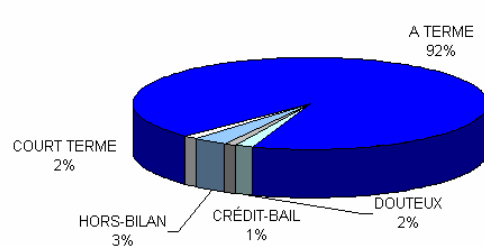


HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

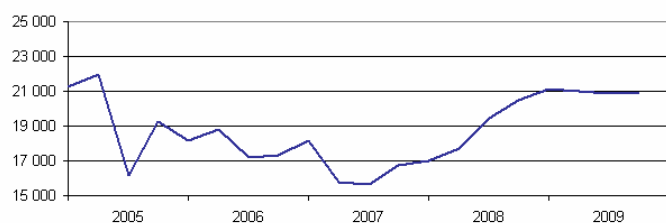


Structure en %

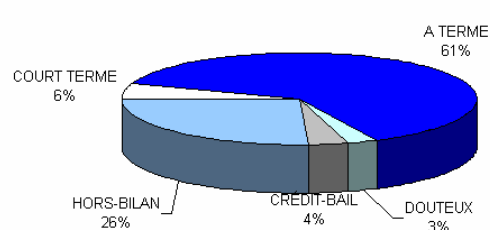


TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

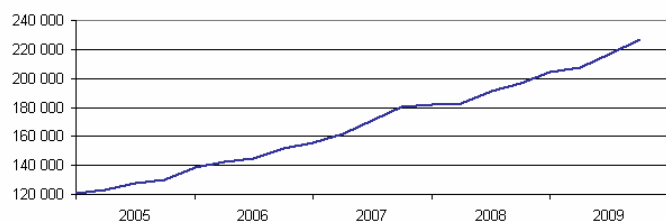


Structure en %

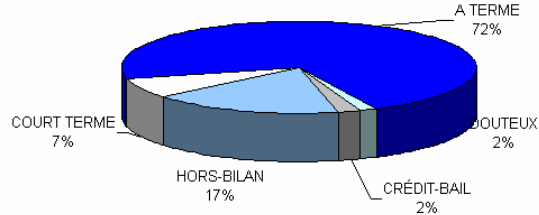


SERVICES

Encours en millions de F CFP

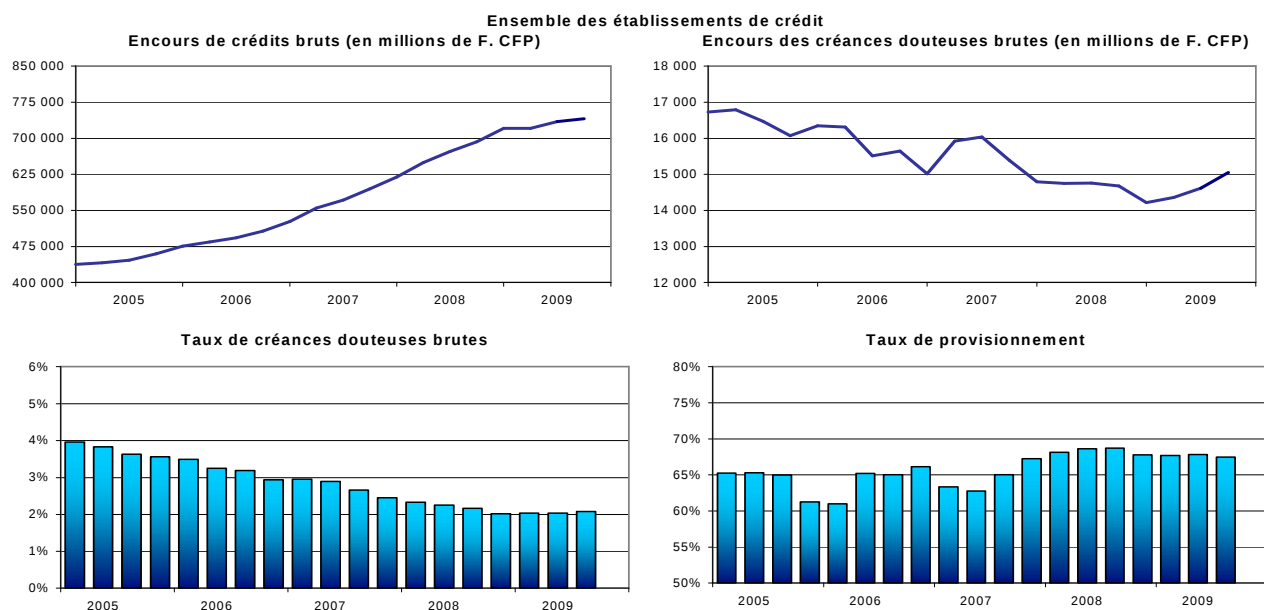


Structure en %



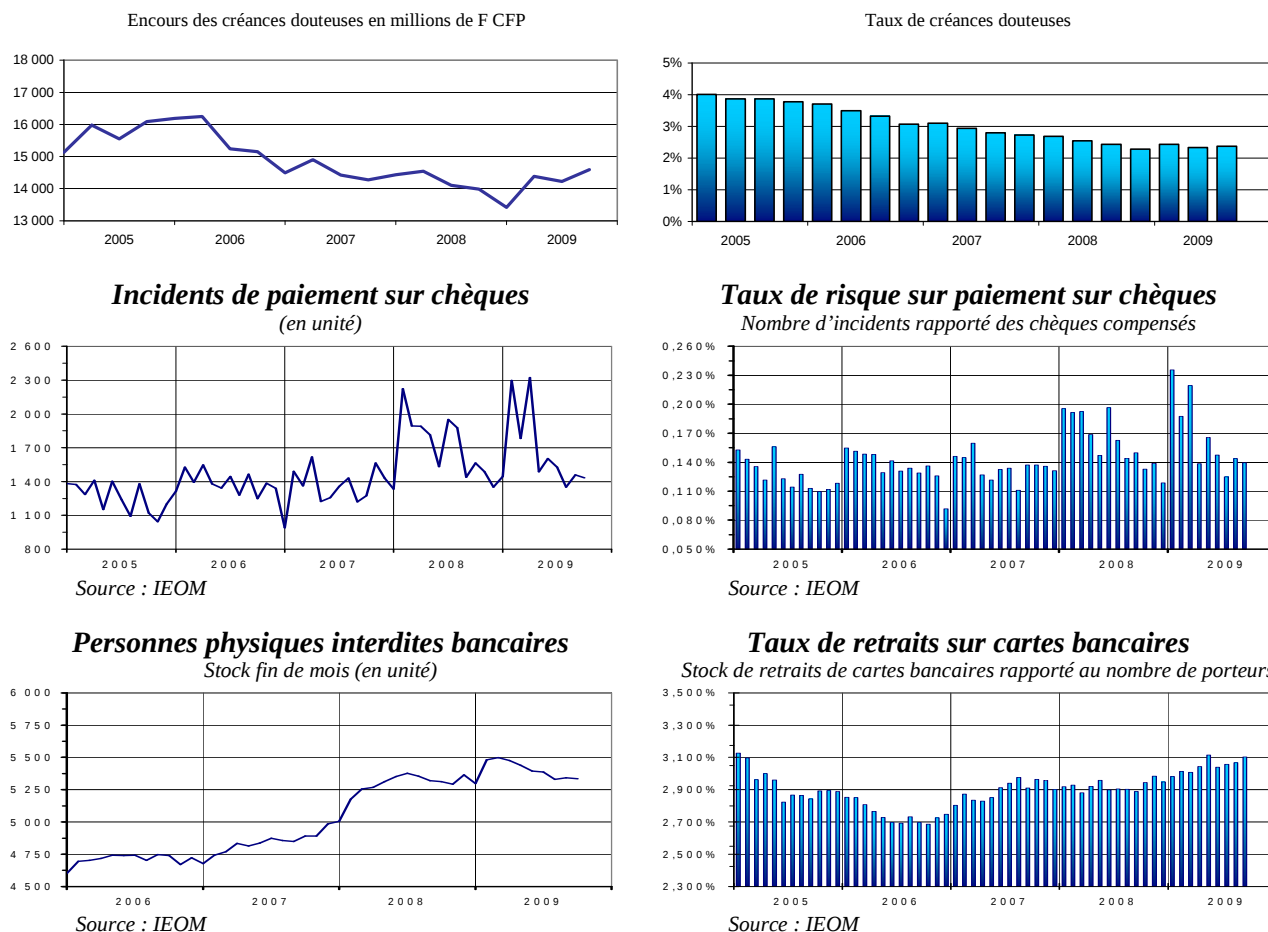
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : BAFI)



Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

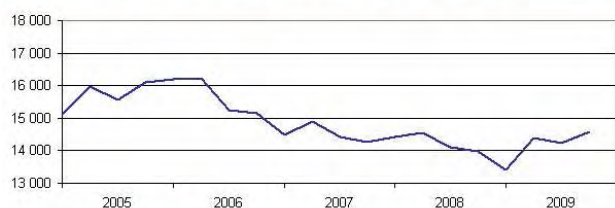
TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR



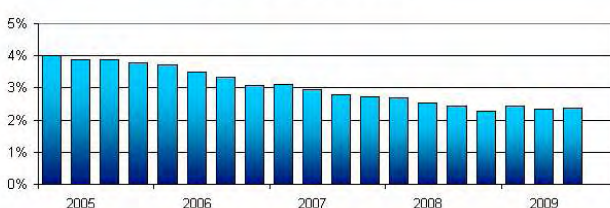
Les indicateurs de la vulnérabilité des entreprises

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

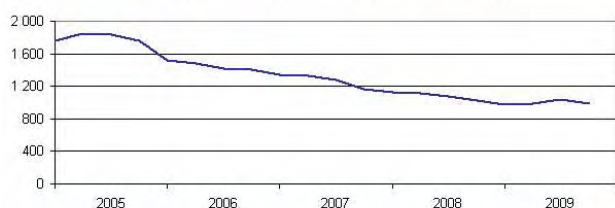


Taux de créances douteuses

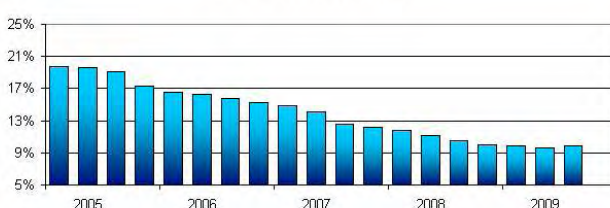


AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

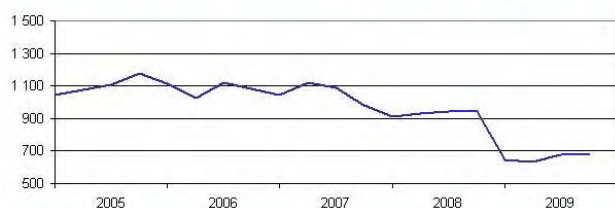


Taux de créances douteuses

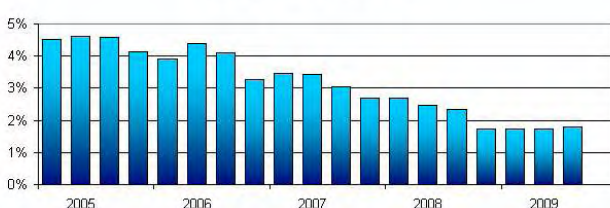


INDUSTRIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

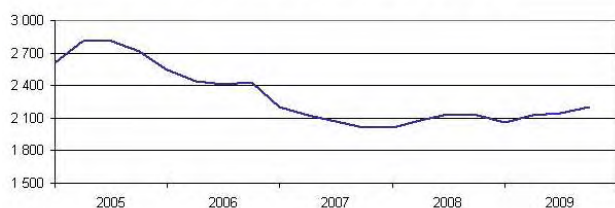


Taux de créances douteuses

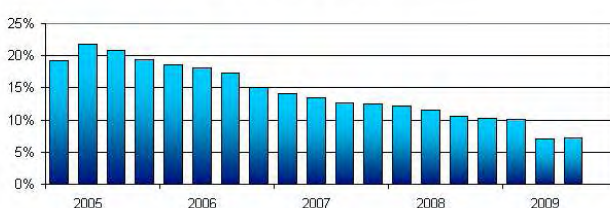


BTP

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

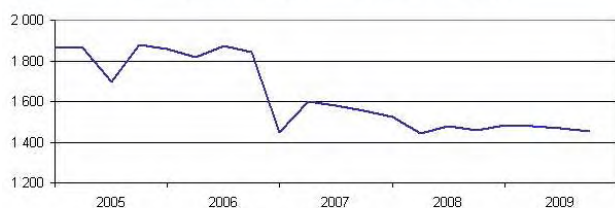


Taux de créances douteuses

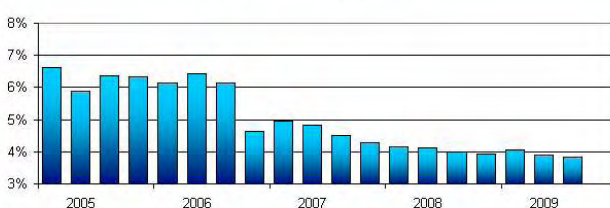


COMMERCE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

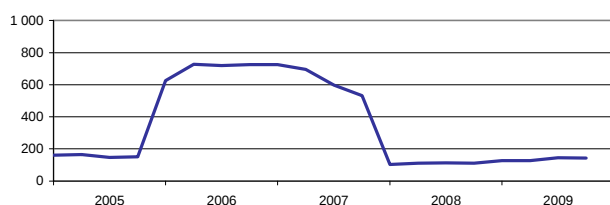


Taux de créances douteuses

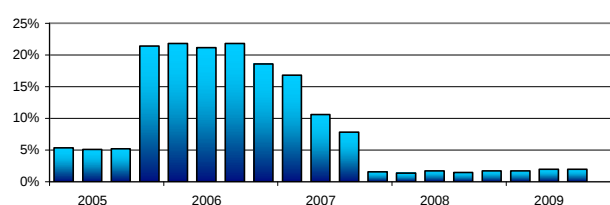


HÔTELLERIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

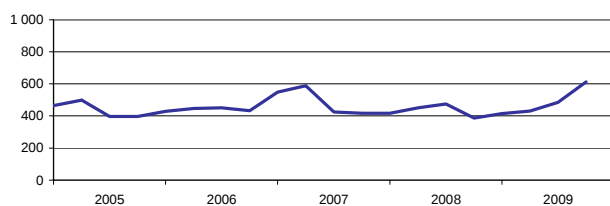


Taux de créances douteuses

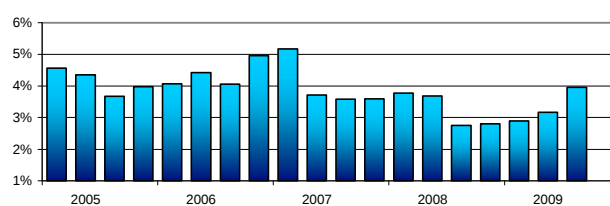


TRANSPORT

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

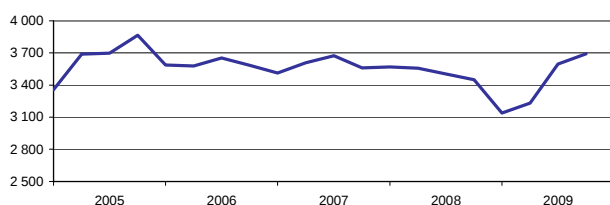


Taux de créances douteuses

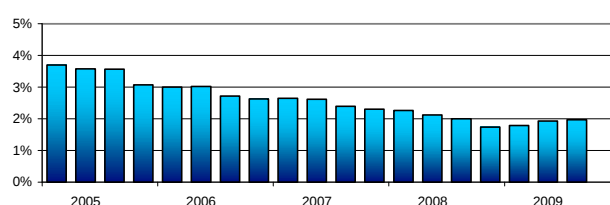


SERVICES

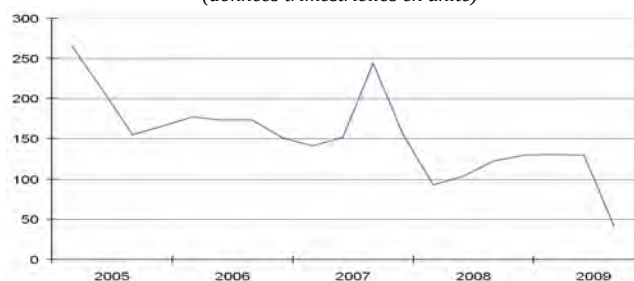
Encours des créances douteuses en millions de F CFP



Taux de créances douteuses



Incidents de paiement sur effets (données trimestrielles en unité)



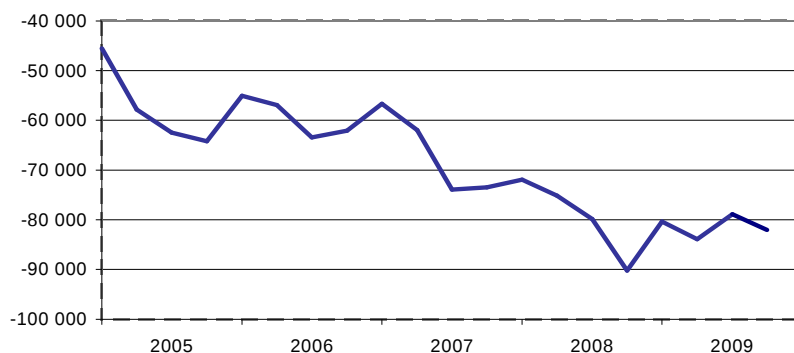
Source : IEOM

6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources										
	Montants en millions de XPF									
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	Variations
										1 trim 1 an
Emplois	334 907	377 016	418 383	474 686	538 295	555 225	553 828	564 070	572 905	1,6% 6,4%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Crédits bruts	325 963	366 771	405 678	461 419	523 355	537 178	534 800	546 704	550 695	0,7% 5,2%
Réserves obligatoires et libres	8 944	10 245	12 705	13 267	14 940	18 047	19 028	17 366	22 210	27,9% 48,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Ressources	334 907	377 016	418 383	474 686	538 295	555 225	553 828	564 070	572 905	1,6% 6,4%
Dépôts collectés (- encaisses)	223 952	254 934	288 597	334 626	367 816	392 261	390 178	394 964	398 826	1,0% 8,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	43 062	45 678	49 073	52 152	57 537	57 149	57 481	59 690	60 082	0,7% 4,4%
Excédent des opérations diverses des EC	3 674	2 196	10 053	4 788	6 330	8 075	4 270	12 118	14 410	18,9% 127,6%
Réescompte	11 418	9 955	8 560	9 615	16 332	17 317	17 984	18 425	17 534	-4,8% 7,4%
Position extérieure nette des EC (si négative)	52 801	64 253	62 100	73 505	90 280	80 423	83 915	78 873	82 053	4,0% -9,1%

Position extérieure nette(en millions de F. CFP)

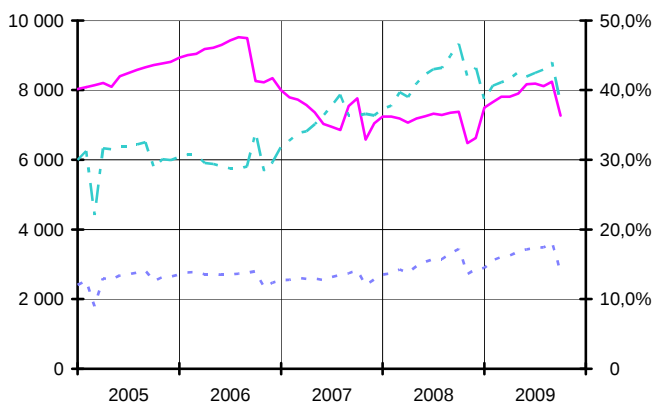


6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte										
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	Variations
										1 trim 1 an
Cotation (nombre)										
Cotes valides	7 779	8 721	8 256	7 767	7 375	7 495	7 808	8 186	7 269	-11,2% -1,4%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 319	2 512	2 798	2 824	3 439	2 894	3 247	3 476	2 768	-20,4% -19,5%
Taux	30%	29%	34%	36%	47%	39%	42%	42%	38%	-4 pt -9 pt
Refinancement (montants en millions de XPF)										
Entreprises	11 419	9 955	8 560	9 615	16 332	17 317	18 727	18 425	17 534	-4,8% 7,4%
Particuliers	10 419	9 940	8 548	9 457	16 274	17 274	18 697	18 404	17 519	-4,8% 7,7%
Paticuliers	1 000	15	12	158	58	43	30	21	15	-28,6% ns

Cotation des entreprises

Nombre d'entreprises cotées s — Taux d'éligibilité —
 Nombre d'entreprises cotées et rééligibles —



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois
 (en millions de F CFP)



Source : IEOM

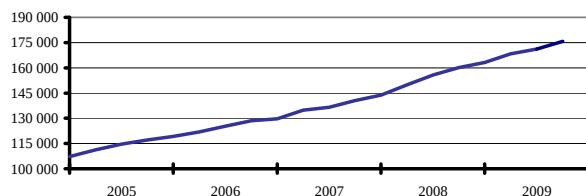
7. La monétique et les échanges de valeur

7.1 La monétique

Monétique	sept.-05	sept.-07	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	Variations	
										1 trim	1 an
Cartes bancaires											
Nombre de cartes	117 143	140 543	136 557	155 806	160 096	163 219	168 180	122 384	175 751	43,6%	9,8%
Carte Bleue	71 731	81 477	79 156	86 602	88 427	89 189	90 624	92 875	95 291	2,6%	7,8%
Carte Jade	23 453	29 038	28 244	31 586	31 664	32 788	33 616	33 975	34 316	1,0%	8,4%
Cartes privatives	21 959	30 028	29 157	37 618	40 005	41 242	43 940	44 260	46 144	4,3%	15,3%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	2 285	2 642	2 532	2 762	2 878	2 850	2 890	2 952	2 979	0,9%	3,5%
Nombre de transactions	1 223 277	1 507 447	1 414 562	1 574 253	1 654 796	1 822 567	1 822 078	1 259 313	1 404 996	11,6%	-15,1%
Montant (milliers de XPF)	10 588 094	13 135 601	12 295 523	13 969 970	14 814 638	16 669 111	15 834 969	14 528 458	14 593 526	0,4%	-1,5%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	10	22,4%	15,6%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM*	242	215	219	45	44	44	39	39	39	0,0%	-11,4%
Nombre de transactions	4 628	4 567	4 590	3 891	3 996	4 315	5 846	1 138	4 876	328,5%	22,0%
Montant (milliers de XPF)	111 503	118 766	108 348	99 724	126 030	123 767	150 186	121 379	139 624	15,0%	10,8%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	24	26	24	26	32	29	26	28	29	2,1%	-9,2%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	104	147	141	161	164	164	166	135	173	28,1%	5,5%
Nombre de retraits	937 845	1 298 257	1 209 459	1 468 829	1 548 228	1 601 145	1 486 151	1 218 451	1 643 737	34,9%	6,2%
Montant (milliers de XPF)	8 125 074	12 596 184	11 673 463	15 470 655	16 170 393	17 829 433	15 230 102	16 602 913	17 568 589	5,8%	8,6%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	10	10	11	10	11	10	11	11	1,9%	2,9%

* le nombre de MTM a fait l'objet d'une régularisation en mars 2008

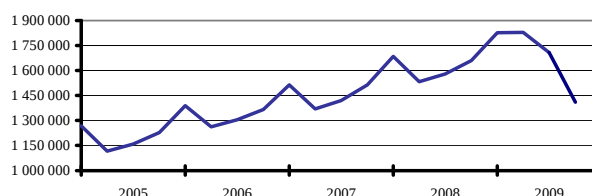
Nombre de porteurs



Source : Etablissements de crédit

Nombre : en unité

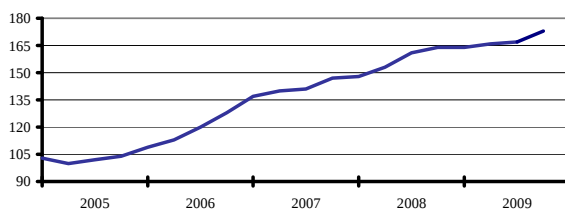
Nombre de transactions sur terminaux de paiement



Source : Etablissements de crédit

Nombre : en unité

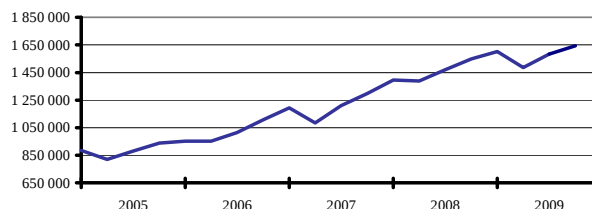
Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit

Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires



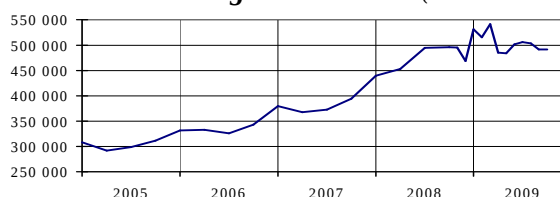
Source : Etablissements de crédit

Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	Variations	
									1 trim	1 an
En nombre	4 468 942	4 564 579	4 774 042	4 991 461	5 117 235	4 777 357	4 907 738	5 038 173	2,7%	0,9%
Chèques	3 030 552	3 040 682	3 098 806	3 197 934	3 309 713	2 984 124	3 080 019	3 123 847	1,4%	-2,3%
Virements	811 606	838 511	926 610	978 025	1 023 173	934 546	989 905	1 004 939	1,5%	2,8%
Effets	4 529	4 029	3 472	3 383	3 328	3 112	3 058	3 045	-0,4%	-10,0%
Autres	622 255	681 357	745 154	812 119	781 021	855 575	834 756	906 342	8,6%	11,6%
En millions de F CFP	311 528	342 906	394 373	496 109	531 533	484 933	506 233	491 720	-2,9%	-0,9%
Chèques	160 270	172 885	196 806	247 761	249 154	242 121	240 269	236 903	-1,4%	-4,4%
Virements	129 368	146 600	173 346	220 122	254 468	214 196	238 063	226 471	-4,9%	2,9%
Effets	8 167	7 780	6 888	8 080	7 929	7 814	8 004	7 687	-4,0%	-4,9%
Autres	13 723	15 641	17 333	20 146	19 982	20 802	19 897	20 659	3,8%	2,5%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

8. Rappel des taux

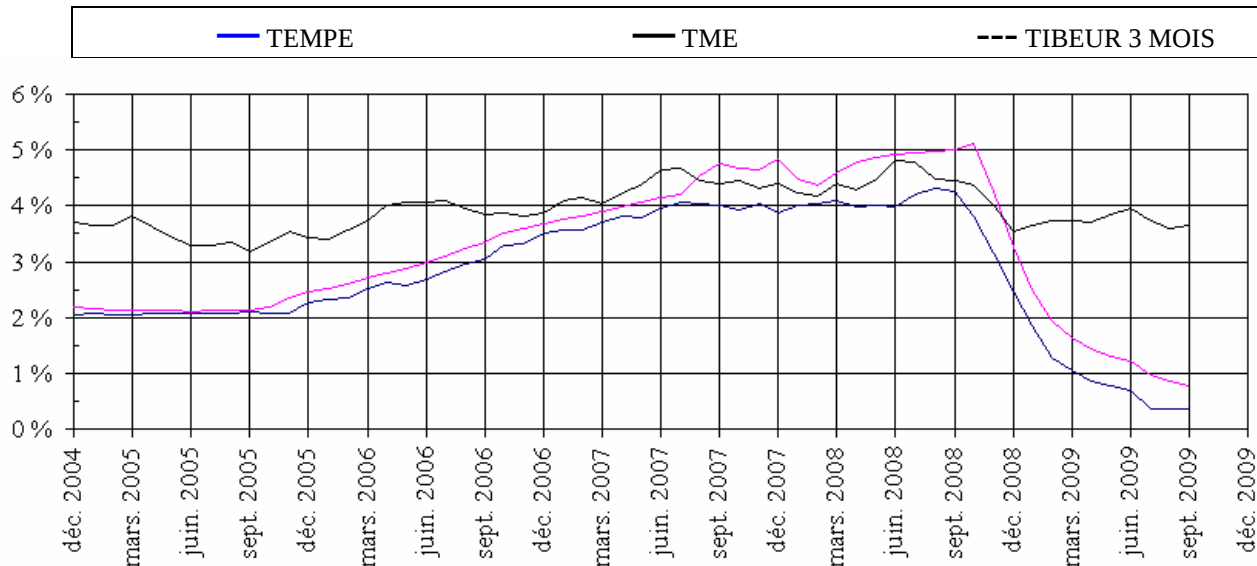
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009
3,87 %	3,36 %	3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SG FG AS à partir du 01/11/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Les taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2009	2 ^{ème} Trim. 2009	3 ^{ème} Trim. 2009	4 ^{ème} Trim. 2009
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	7,80 %	7,83 %	7,01	6,72
- Prêts à taux variable	7,80 %	7,93 %	7,03	6,12
- Prêts à taux relais	7,72 %	8,05 %	7,03	6,59
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	21,32 %	21,36 %	21,59	21,40
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	21,11 %	20,92 %	20,63	20,20
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	9,92 %	10,04 %	9,43	9,20

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2009	2 ^{ème} Trim. 2009	3 ^{ème} Trim. 2009	4 ^{ème} Trim. 2009
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,51 %	11,69 %	11,67 %	10,81 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	9,04 %	7,85 %	6,43 %	5,83 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,56 %	8,07 %	7,19 %	6,92 %
- Découverts en compte (2)	14,55 %	14,13 %	13,45 %	13,16 %
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	10,45 %	8,05 %	6,72 %	6,20 %

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2009	2 ^{ème} Trim. 2009	3 ^{ème} Trim. 2009	4 ^{ème} Trim. 2009
- Découverts en compte (3)	14,55 %	14,13 %	13,45 %	13,16 %

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Evolution du coût du crédit aux particuliers

Taux moyen pondéré	Enquête de juillet/août 2007	Enquête de janvier/février 2008	Enquête de juillet/août 2008	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,05%	5,12%	5,43%	5,83%	5,28%	-0,15 pt	-0,55 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	11,86%	10,51%	14,83%	18,50%	17,11%	2,28 pt	-1,39 pt
Découverts.....	9,49%	10,60%	9,69%	10,94%	10,29%	0,60 pt	-0,65 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	6,81%	7,09%	7,51%	7,77%	7,39%	-0,12 pt	-0,38 pt
TMPG.....	6,27%	6,36%	6,58%	7,08%	6,40%	-0,18 pt	-0,68 pt
Déclarations (en nb).....	4 514	4 863	4 569	3 891	4 415	- 3,4%	13,5%

LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

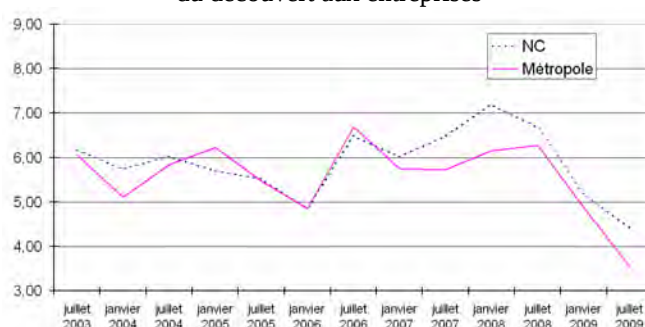
Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de juillet/août 2007	Enquête de janvier/février 2008	Enquête de juillet/août 2008	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	7,10%	6,84%	7,33%	7,19%	5,58%	-1,75 pt	-1,61 pt
Découvert.....	6,49%	7,20%	6,68%	5,17%	4,42%	-2,26 pt	-0,75 pt
Autres court terme.....	6,95%	6,06%	6,29%	4,91%	4,70%	-1,59 pt	-0,21 pt
Ensemble court terme.....	6,70%	7,05%	6,88%	5,85%	4,94%	-1,94 pt	-0,91 pt
Moyen et long terme.....	5,52%	5,83%	5,86%	5,40%	4,65%	-1,21 pt	-0,75 pt
TMPG.....	6,27%	6,57%	6,49%	5,67%	4,83%	-1,66 pt	-0,84 pt
Déclarations (en nb).....	2 157	2 114	2 099	1 789	2 216	5,6%	-100,0%

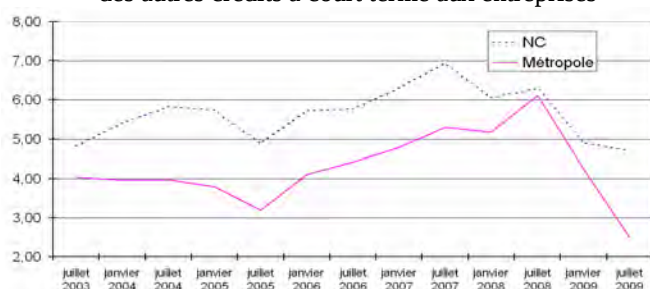
Evolution du coût moyen pondéré
de l'escompte aux entreprises



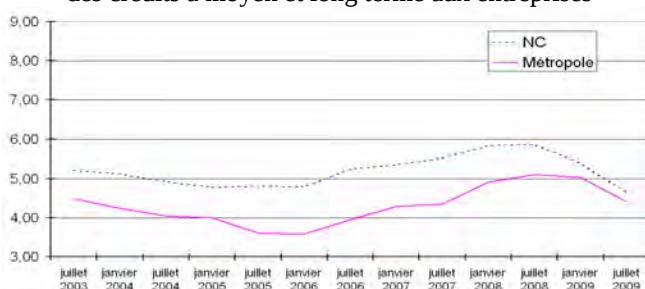
Evolution du coût moyen pondéré
du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré
des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré
des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête

Annexe : méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et, les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 10 décembre 2009
Dépôt légal : août 2009 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
e-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwfw@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03